

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1670

[2007/201282]

15 MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant la mise en révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme et adoptant l'avant-projet de révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme en vue de l'inscription d'une canalisation, d'un périmètre de réservation, d'un périmètre de protection, de deux zones de services publics et d'équipements communautaires et la désaffectation de zones d'habitat à caractère rural permettant la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel liquide selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) — Oupeye (Haccourt) — Opwijk — Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 23, 25, 28, 37, 40 et 41 à 46;

Vu les arrêtés royaux des 23 janvier 1979 et 20 novembre 1981 et l'arrêté de l'exécutif régional wallon du 26 novembre 1987 établissant les plans de secteur de Verviers-Eupen, Huy-Waremme et Liège;

Considérant la demande introduite par FLUXYS en mars 2006 consistant à doubler la canalisation "Réseau de Transport-Renforcement" (RTR)-1 Raeren (Eynatten) — Oupeye (Haccourt) — Opwijk, en implantant une nouvelle conduite RTR-2 destinée au transport de gaz naturel liquide riche, de diamètre nominal 1 200 mm et d'une longueur de 41 kilomètres en Région wallonne;

Considérant l'importance des réserves de gaz naturel de la Fédération de Russie;

Considérant que la demande du Royaume-Uni en gaz russe va plus que vraisemblablement augmenter;

Considérant que le tracé Est (Eynatten) — Nord-Ouest (Zeebrugge) constitue un axe contribuant à un tel transit;

Considérant le rôle de premier plan du Hub de Zeebrugge, en matière de marché international à court terme de gaz naturel;

Considérant que les deux points d'entrée à Eynatten, par le biais du raccordement aux canalisations TENP de Ruhrgas et WEDAL de Wingas, constituent des points de liaison stratégiques aux sources de gaz naturel russe;

Considérant que cet axe permet d'autres types de trafics de transit, en particulier grâce à l'interconnexion avec le réseau néerlandais de Gastransport Services via le point de liaison stratégique de Zelzate;

Considérant que le renforcement d'un tel axe d'approvisionnement en gaz naturel liquide contribue à conforter la position centrale de la Belgique en la matière;

Considérant que, d'après une modélisation de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz, la demande belge de gaz naturel augmentera en moyenne de près de 3 % par an d'ici 2014;

Considérant que, selon ces prévisions, l'importance relative de Eynatten pour l'approvisionnement du marché belge en gaz naturel liquide passerait de 7 à 17 % entre 2004 et 2014;

Considérant que la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité contribuera vraisemblablement à une augmentation de la demande intérieure en gaz naturel pour la production d'électricité;

Considérant que la demande intérieure en gaz naturel riche devrait également augmenter, compte tenu notamment de la volonté de faire progressivement passer les clients en gaz pauvre vers le gaz riche;

Considérant que les capacités du RTR-1 (8 à 10 milliards de m³ par an) ont été totalement souscrites par les shippers pour le transit à long terme et que les capacités du projet de RTR-2 ont déjà été partiellement souscrites pour le transit Eynatten — Zeebrugge à long terme;

Considérant qu'il est en outre nécessaire d'assurer une capacité de l'ordre de 3 à 4 milliards de m³ par an pour l'approvisionnement du marché belge à partir de Eynatten;

Considérant que pour faire face aux capacités futures supplémentaires il sera nécessaire de prolonger la conduite à partir de Opwijk en direction de Zeebrugge;

Considérant qu'avec la pose complète du projet de conduite RTR-2 jusqu'à Zeebrugge, la capacité d'entrée à Eynatten atteindra environ 18 milliards de m³/an, ce qui devrait couvrir les besoins au delà de l'année 2020;

Considérant que la capacité totale de transport de gaz naturel Est - Nord-Ouest se verrait doublée;

Considérant que le dédoublement de la canalisation permettrait de garantir la sécurité de transit et d'approvisionnement, en offrant une solution à un arrêt momentané dû aux travaux d'entretien ou à un incident technique de la première canalisation RTR-1;

Considérant que le doublement de la canalisation permettra plus de souplesse au niveau du transport de gaz de différentes qualités;

Considérant que l'augmentation du volume transporté contribuera à diminuer le prix du gaz naturel en Belgique;

Considérant que cet investissement permettra d'augmenter le stockage opérationnel, pour le marché intérieur;

Considérant que la canalisation RTR-1 contribue non seulement au transport international de gaz, mais également à renforcer la capacité d'approvisionnement du marché belge et wallon grâce aux prélèvements effectués à Berneau, Zomergem et Wachtebeke;

Considérant l'interconnexion existante entre le RTR-1 et le réseau de distribution publique de l'ALG, les canalisations vers Verviers, la province du Luxembourg et la dorsale SEGEO;

Considérant les interconnexions prévues entre le RTR-1 et le projet RTR-2;

Considérant que, grâce à la ramification importante de notre réseau de transport de gaz naturel, ce renforcement constitue un atout évident pour la garantie de sécurité d'approvisionnement;

Considérant que, selon l'opérateur Fluxys, l'investissement oscillerait entre 350 et 400 millions d'euros;

Considérant que cette société a initié dès le mois de juin 2005 un "Information Memorandum" afin de mesurer l'intérêt du marché quant à la réservation de capacité de transit à long terme sur l'axe en question;

Considérant que les souscriptions fermes à ce jour sont suffisantes pour justifier l'investissement de pose d'une nouvelle canalisation;

Considérant les pourparlers entre Fluxys et les fournisseurs de gaz;

Considérant que le projet RTR-2 est repris dans la liste des projets "Trans-European Energy Networks" approuvée le 17 juillet 2006 par le Parlement européen;

Considérant l'importance pour l'Union européenne, la Belgique et la Région wallonne de diversifier leur portefeuille d'importation énergétique;

Considérant que la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz recommande de prendre des initiatives afin de laisser entrer une quantité plus importante de gaz naturel par l'Est du pays;

Considérant qu'il s'indique, conformément aux recommandations de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz, qu'une capacité disponible suffisante soit garantie tant pour le transit que pour le transport intérieur de gaz naturel;

Considérant que la capacité de transport disponible pour le marché belge équivaut à la capacité d'entrée utilisable, diminuée de la capacité de transport souscrite pour le transit;

Considérant qu'il s'indique en particulier de réserver une capacité de transport intérieur suffisante pour permettre aux fournisseurs en gaz naturel de faire face à la demande croissante, en approvisionnant leurs clients à des prix compétitifs;

Considérant qu'il s'indique dès lors également de limiter la capacité souscrite pour le transit et que l'opérateur de transport Fluxys contracte des contrats d'assistance avec les affréteurs de transit;

Considérant que, par quantité de chaleur fournie, le gaz naturel est moins polluant (émissions de SO_x, NO_x, particules,...) et émet moins de dioxyde de carbone que toutes les autres énergies non renouvelables que ce soit le fuel ou le charbon;

Considérant l'existence de la canalisation Est-Nord-Ouest de gaz naturel RTR-1 Eynatten — Zeebrugge, entrée en service en 1998;

Considérant que le tracé de cette canalisation a été retenu pour réduire au maximum les nuisances environnementales et les difficultés de pose et d'exploitation;

Considérant que le SDER, adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 dispose que le placement de nouvelles conduites de gaz doit se faire au plus près des infrastructures existantes, et que ce regroupement doit se faire en conformité avec les normes légales et les normes de sécurité;

Considérant qu'une localisation d'une nouvelle canalisation le long d'un tracé existant est a priori la meilleure localisation du point de vue de l'aménagement du territoire, pour réduire au maximum les contraintes sur la localisation des autres fonctions du territoire;

Considérant qu'une implantation parallèle à la première est également la solution la plus appropriée pour l'exploitant, notamment pour faciliter la surveillance;

Considérant que ce tracé doit respecter une distance suffisante entre les deux canalisations, pour éviter tout problème de sécurité;

Considérant que, depuis l'accident de Ghislenghien, toutes les mesures sont prises pour renforcer la sécurité des riverains des conduites de gaz;

Considérant la politique de prévention des dommages causés lors de travaux d'excavation, et notamment le Point de Contact fédéral d'Informations Câbles et Conduites;

Considérant la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement du projet RTR-1 réalisée par Tractebel consulting en 1995;

Considérant que le tracé traverse des zones destinées à l'urbanisation, à savoir 700 mètres de zone d'habitat à caractère rural, 775 mètres de zone d'activité économique industrielle, 1 760 mètres de zone d'aménagement différé à caractère industriel et 500 mètres de zone d'extraction;

Considérant qu'environ 70 bâtiments sont implantés à moins de 50 mètres du tracé;

Considérant que le tracé actuel du projet de RTR-2 traverse les zones Natura 2000 "Vallée de la Gueule en aval de Kelmis", "Vallée de la Gueule en amont de Kelmis", "Basse vallée du Geer" et "Basse Meuse et Meuse mitoyenne" sur une longueur totale de 2 600 mètres;

Considérant l'avis du 22 août 2006 de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement demandant la réalisation d'un inventaire biologique précis, et indiquant qu'en fonction des résultats de cette étude, il y aura éventuellement lieu de prendre des mesures compensatoires et d'atténuation;

Considérant qu'il s'indique de faire réaliser une étude d'incidences de plan;

Considérant qu'un inventaire biologique précis des zones Natura 2000 traversées sera réalisé dans le cadre de l'étude d'incidences de plan;

Considérant que, comme la RTR-1, la canalisation RTR-2 devra passer par le point frontière, la station de comptage de Raeren (Eynatten), la station de Raeren (Hauset), la station de compression de Dalhem (Berneau) et le nœud de Oupeye (Haccourt);

Considérant que la station de comptage de Raeren (Eynatten) devra être renforcée et qu'il s'indique dès lors d'inscrire en zone de services publics et d'équipements communautaires les terrains concernés par la station existante, d'une superficie de 0,7 ha de zone forestière et 1,1 ha de zone agricole, et son extension, d'une superficie de 1,3 ha de zone agricole et 0,3 ha de zone d'habitat à caractère rural;

Considérant que l'affectation la plus appropriée à la station de comptage de Dalhem (Berneau) et à son extension possible Nord-Ouest est la zone de services publics et d'équipements communautaires, en lieu et place de la zone d'activité économique industrielle de 9,0 ha;

Considérant que l'étude d'incidences de plan devra notamment évaluer l'opportunité du maintien de la possibilité d'extension Nord-Ouest de la station de comptage de Dalhem (Berneau);

Considérant qu'il s'indique de réserver ces deux zones de services publics et d'équipements communautaires aux équipements techniques de gestion du flux de gaz liquide;

Considérant que 0,2 ha de zone d'habitat à caractère rural sur Visé, 1,5 et 0,3 ha sur Oupeye et 0,5 ha sur Juprelle sont de fait non constructibles car traversées par la canalisation RTR-1 et par le projet de canalisation RTR-2 et que l'affectation la plus appropriée de ces terrains est la zone d'espaces verts pour les zones de Visé et de Oupeye, compte tenu de leur insertion dans la zone d'habitat, et la zone agricole pour la zone de Juprelle compte tenu de son occupation agricole et sa proximité à la zone agricole;

Vu l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du Code précisant que : " L'inscription de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation est compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement. ";

Considérant que la désaffectation de 2,5 ha de zone d'habitat à caractère rural compense partiellement l'inscription de 3,1 ha de nouvelle zone destinée à l'urbanisation;

Considérant que l'alimentation par la société Fluxys du Fonds d'aménagement opérationnel visé par l'article 183 du Code constitue la compensation alternative des 0,6 ha du solde à compenser;

Considérant que l'évaluation du montant à verser correspond à la différence de valeur d'un terrain de 0,6 ha en zone de services publics et d'équipements communautaires par rapport à son affectation en zone agricole;

Considérant que le Comité d'acquisition de Liège sera sollicité pour estimer ce montant;

Considérant que la progression du marché du gaz n'exclut pas la nécessité à plus long terme (au delà de 2020) de devoir implanter une troisième canalisation le long de la RTR-1 et du projet de RTR-2;

Considérant qu'il s'indique de réserver dès à présent l'espace suffisant d'au moins 5 mètres de part et d'autre du projet de tracé pour permettre la réalisation d'une possible troisième canalisation;

Considérant que, sur la majorité du tracé, la seconde canalisation devrait se situer à environ 8 mètres d'un côté de la RTR-1 et que l'éventuelle troisième canalisation devrait se situer soit de l'autre côté, à environ 8 mètres de la RTR-1, soit du même côté, à environ 17 mètres de la RTR-1;

Considérant qu'il est en outre nécessaire de prévoir une largeur d'au moins 5 mètres de part et d'autre des projets de tracés, pour permettre leur implantation;

Considérant dès lors que, pour permettre l'implantation de la canalisation RTR-2 et d'éventuelles autres canalisations, il s'indique d'inscrire un périmètre de réservation de 25 mètres de part et d'autre de l'axe de la canalisation RTR-1;

Considérant que l'étude d'incidences de plan aura notamment pour objet d'étudier le tracé précis de la RTR-2 et de l'éventuelle RTR-3, notamment sur base d'éléments techniques à fournir par Fluxys;

Considérant que le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine impose que le plan de secteur comporte des périmètres de protection des réseaux souterrains de transport de fluides et d'énergie où seuls peuvent être autorisés les actes et travaux d'utilité publique ou qui se rapportent à ces réseaux;

Considérant que ce périmètre de protection correspond à la notion de périmètre de réservation au sens de l'arrêté royal du 24 janvier 1991 modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations;

Considérant que la largeur du périmètre de protection d'un tracé n'est pas lisible à l'échelle d'établissement et de publication du plan de secteur; que, par définition, un périmètre de protection ne peut s'inscrire sur des projets de canalisations, dont le tracé n'est pas précisément et définitivement fixé à l'heure actuelle; que le périmètre de protection est inclus au sein du périmètre de réservation; qu'en conséquence il n'y a pas lieu de l'inscrire graphiquement au plan de secteur; qu'il y a cependant lieu de prévoir le périmètre de protection dans les prescriptions littérales du présent arrêté;

Considérant que la canalisation RTR-1 existante n'est pas inscrite au plan de secteur;

Considérant que la représentation au plan de secteur du tracé de la canalisation existante améliore la lisibilité du plan en ce qu'elle permet de connaître la nature de l'infrastructure que représente le périmètre de réservation; que, par contre, l'inscription des 4 tracés possibles rendrait le plan peu lisible;

Sur proposition du Ministre du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement décide la mise en révision des plans de secteur de Verviers — Eupen, Liège et Huy-Waremme pour permettre le doublement de la canalisation de gaz naturel liquide selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) — Oupeye (Haccourt) — Opwijk — Zeebrugge.

Art. 2. Il adopte l'avant-projet de révision des plans de secteur de Verviers — Eupen, Liège et Huy — Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N) qui comprend, conformément à la carte ci-annexée, l'inscription :

— du tracé d'une canalisation existante et d'un périmètre de réservation sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme;

— d'une zone de services publics et d'équipements communautaires marquée de la surimpression * R.1.7 sur le territoire de la commune de Raeren (Eynatten);

— d'une zone de services publics et d'équipements communautaires marquée de la surimpression * R.1.7 sur le territoire de la commune de Dalhem (Berneau);

— d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Visé;

— de deux zones d'espaces verts sur le territoire de la commune d'Oupeye;

— d'une agricole sur le territoire de la commune de Juprelle.

Art. 3. Les zones marquées de la surimpression * R.1.7 sont réservées aux équipements techniques de gestion du flux de gaz liquide.

Art. 4. Les canalisations de transport de gaz naturel dont le présent avant-projet prévoit l'implantation comportent un périmètre de protection au sens de l'article 23, alinéa 1^{er}, 3^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Ce périmètre de protection correspond à la zone de réservation définie par l'arrêté royal du 24 janvier 1991 modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations.

Art. 5. Le Gouvernement charge le Ministre du Développement territorial d'élaborer un projet de contenu d'étude d'incidences de plan, de le soumettre pour avis à la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable et à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et de le lui représenter ensuite pour adoption.

Art. 6. Le Gouvernement charge le Ministre du Développement territorial d'introduire auprès du Ministre des Finances une demande d'évaluation par le Comité d'acquisition de Liège de la plus-value générée par un changement d'affectation de la zone agricole vers la zone de services publics et d'équipements communautaires.

Namur, le 15 mars 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Annexe 1^{re} au cahier des charges

Avant-projet de révision des plans de secteur de Verviers — Eupen, Liège et Huy — Waremme en vue de l'inscription d'une canalisation, d'un périmètre de réservation, d'un périmètre de protection, de deux zones de services publics et d'équipements communautaires et la désaffectation de zones d'habitat à caractère rural permettant la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel liquide selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) — Oupeye (Haccourt) — Opwijk — Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N)

Contenu de l'étude d'incidences de plan

1. L'avant-projet de révision des plans de secteur de Verviers — Eupen, Liège et Huy — Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N) adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du comporte l'inscription :

- du tracé d'une canalisation existante et d'un périmètre de réservation sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme;
- d'une zone de services publics et d'équipements communautaires marquée de la surimpression * R.1.7 sur le territoire de la commune de Raeren (Eynatten);
- d'une zone de services publics et d'équipements communautaires marquée de la surimpression * R.1.7 sur le territoire de la commune de Dalhem (Berneau);
- d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Visé;
- de deux zones d'espaces verts sur le territoire de la commune d'Oupeye;
- d'une zone agricole sur le territoire de la commune de Juprelle.

Les zones marquées de la surimpression * R.1.7 sont réservées aux équipements techniques de gestion du flux de gaz liquide.

Par ailleurs, les canalisations de transport de gaz naturel dont il prévoit l'implantation comportent un périmètre de protection au sens de l'article 23, alinéa 1^{er}, 3^o du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Ce périmètre de protection correspond à la zone de réservation définie par l'arrêté royal du 24 janvier 1991 modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations.

Enfin, il comporte une proposition de compensation alternative d'ordre pécuniaire. A cet effet, le Gouvernement charge le Ministre qui a l'Aménagement du Territoire dans ses attributions d'introduire auprès du Ministre des Finances une demande d'évaluation par le Comité d'acquisition de Liège de la plus-value générée par un changement d'affectation de la zone agricole vers la zone de services publics et d'équipements communautaires.

2. Ampleur de l'étude d'incidences et degré de précision des informations (article 42, alinéa 2 du CWaTUP).

2.1. Ampleur.

L'inscription de trois zones d'espaces verts et d'une zone agricole, prévue au titre de compensation planologique à l'inscription de la nouvelle zone de services publics et d'équipements communautaires réservée aux équipements techniques de gestion du flux de gaz liquide (article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o du CWaTUP), vise à ne pas mettre en œuvre des zones urbanisables inscrites aux plans de secteur en vigueur et à maintenir la situation de fait.

Par ailleurs, la conversion de la zone d'activité économique industrielle de Dalhem (Berneau) en zone de services publics et d'équipements communautaires réservée aux équipements techniques de gestion du flux de gaz liquide constitue une simple adaptation du plan de secteur à l'affectation de fait de la partie Sud et Est de la zone.

Il en est de même de la partie Nord du projet de zone de services publics et d'équipements communautaires de Raeren (Eynatten).

Ces éléments ne sont pas susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement. Il en est de même de la compensation alternative financière. Il n'est donc pas nécessaire qu'ils fassent l'objet d'une évaluation environnementale. Ils ne feront dès lors l'objet que de l'analyse d'opportunité.

L'évaluation environnementale portera dès lors sur :

- l'inscription du tracé d'une canalisation existante et d'un périmètre de réservation sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme;
- l'inscription de la partie Nord-Ouest permettant l'extension de la station actuelle, d'une zone de services publics et d'équipements communautaires marquée de la surimpression * R.1.7 sur le territoire de la commune de Dalhem (Berneau);
- l'inscription de la partie Sud permettant l'extension de la station actuelle, d'une zone de services publics et d'équipements communautaires marquée de la surimpression * R.1.7 sur le territoire de la commune de Raeren (Eynatten).

2.2. Degré de précision des informations.

Le cahier spécial des charges retenu ci-dessous constitue un document-type dont le degré de précision est considéré comme suffisant au regard de l'article 42 du Code.

L'examen des caractéristiques humaines, socio-économiques et environnementales se fait à l'échelle du contexte territorial général (point C.2.), et à l'échelle microgéographique du territoire d'étude des vulnérabilités et contraintes environnementales (point D).

Enfin, les facteurs de modification du milieu, et les éléments constitutifs de la situation de droit et de fait sont inventoriés en annexe, à charge pour les auteurs de l'étude d'incidences de ne retenir dans l'analyse que ceux qui se révèlent pertinents.

Une attention toute particulière sera accordée au problème de la sécurité des personnes.

Phase I. — Analyse territoriale d'opportunité et de localisation de l'avant-projet de plan modificatif

A. Description et analyse de l'objet, des objectifs et motivations de l'avant-projet de plan modificatif

A.1. Description.

Il s'agit ici uniquement de décrire et expliciter, sans analyse critique, l'objet, les objectifs et les motivations du Gouvernement wallon tels qu'ils apparaissent dans l'arrêté adoptant l'avant-projet de plan modificatif.

(Correspond au point 1^o partim de l'article 42, alinéa 2 du Code)

A.1.1. Objet de la révision.

Description de la modification apportée au plan de secteur (zones d'affectation, infrastructures principales et périmètres) et cartographie associée.

Description des prescriptions supplémentaires (article 23, alinéa 2, 2^o) et autres mesures d'aménagement (article 23, alinéa 2, 3^o) prévues à l'avant-projet (voir annexe A), en ce compris les compensations alternatives proposées.

A.1.2. Identification et explicitation des objectifs de l'avant-projet.

Par objectifs de l'avant-projet on entend les buts que poursuit le Gouvernement wallon en établissant l'avant-projet de plan de secteur modificatif.

A.1.3. Identification et explicitation des motivations de l'avant-projet.

Par motivations de l'avant-projet on entend les raisons pour lesquelles l'établissement de l'avant-projet est (considéré par le Gouvernement wallon comme) indispensable à la réalisation des objectifs.

A.2. Analyse.

Il s'agit ici de procéder à une première analyse de la cohérence des objectifs de l'avant-projet de plan de secteur modificatif au regard des options régionales.

Il y a lieu de remarquer que l'analyse critique des motivations de l'avant-projet n'est pas possible à ce stade. Elle sera menée en conclusion générale (point E) lorsque seront disponibles l'ensemble des éléments d'appréciation.

A.2.1. Examen de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet au regard des options régionales.

Il convient de vérifier que les objectifs de l'avant-projet sont compatibles avec les options présentées dans les documents d'orientation régionaux :

- le SDER : projet de structure spatiale et principes d'aménagement;
- le PEDD;
- les Actions prioritaires pour l'Avenir wallon;
- la DPR...

Ce point établit les liens entre l'avant-projet de plan et les autres plans et programmes pertinents (article 42, alinéa 2, 1^o partim du Code) et identifie les objectifs de la protection de l'environnement pertinents au regard de l'avant-projet (article 42, alinéa 2, 7^o partim du Code).

A.2.2. Validation du type de zonage/infrastructure inscrit à l'avant-projet.

Il y a lieu de vérifier que le type de zone ou d'infrastructure inscrite à l'avant-projet est approprié aux objectifs visés par le Gouvernement wallon.

A.2.3. Examen de la conformité de l'avant-projet aux réglementations en vigueur.

Il convient de vérifier si l'avant-projet est conforme aux réglementations en vigueur, en particulier l'article 46 du CWaTUP.

A.2.4. Synthèse.

En particulier, mise en évidence des objectifs de l'avant-projet au regard de leur compatibilité avec les enjeux régionaux et conclusions sur le territoire de référence.

B. Justification de la nécessité de l'implantation d'une nouvelle canalisation de gaz naturel (et des installations connexes).

La méthode utilisée sera décrite chaque fois que nécessaire. *(Correspond au point 12° de l'article 42, alinéa 2 du Code).*

B.1. Perspectives d'évolution de la demande de transport de gaz naturel (transit et demande intérieure, expansion de la demande d'énergie et modification des parts de marché, prise en compte des considérations environnementales, ...)

B.2. Rôle de la nouvelle canalisation dans le réseau de transport aux différentes échelles pertinentes (européenne, fédérale, régionale, voire locale).

B.3. Démonstration de l'impossibilité (ou de la possibilité) de rencontrer les objectifs identifiés sous A.1.2. sans implantation d'une nouvelle canalisation de gaz naturel (option zéro).

C. Réflexion d'aménagement sur les alternatives potentielles de localisation (et de localisation des installations connexes).

(Correspond partiellement au point 11° de l'article 42, alinéa 2 du Code - voir également pts. D et E)

La méthode utilisée sera décrite chaque fois que nécessaire. *(Correspond au pt 12° de l'article 42, alinéa 2 du Code)*

C.1. Délimitation du contexte territorial pertinent pour la recherche d'alternatives potentielles de tracé (et de localisation des installations connexes) en fonction des objectifs identifiés sous A.1.2.

(Point 5° de l'article 42, alinéa 2 du Code) (point 6° partim de l'article 42, alinéa 2 du Code).

C.2. Analyse du contexte territorial défini sous C.1.

C'est la détermination au niveau "mésos" des caractéristiques humaines, socio-économiques et environnementales du territoire retenu sous C.1. Il s'agit de mettre en évidence ses potentialités (atouts et opportunités) et contraintes (faiblesses et menaces) pour l'inscription de la nouvelle canalisation de gaz.

(Correspond au point 3° partim de l'article 42, alinéa 2 du Code).

Une attention particulière sera portée aux zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/C.E.E. et 92/43/C.E.E.

C.3. Identification des alternatives potentielles de tracé (et de localisation des installations connexes) en fonction de l'analyse menée en C.1. et dans le respect des objectifs identifiés sous A.1.2.

Au cas où le bureau d'études estime que la recherche de variantes de localisation ne se justifie pas, il doit motiver de manière sérieuse sa position.

C.4. Identification des alternatives de localisation des installations connexes en fonction de l'analyse menée en C.1. et dans le respect des objectifs identifiés sous A.1.2.

Au cas où le bureau d'études estime que la recherche de variantes de localisation ne se justifie pas, il doit motiver de manière sérieuse sa position.

C.5. Démonstration de l'opportunité des compensations planologiques retenues et de la pertinence de leur localisation.

Conclusions de la phase I :

Justification de l'avant-projet au regard de l'article 1^{er}, § 1^{er} du Code.

L'objectif de cette conclusion est de poser une première conclusion critique sur l'avant-projet de plan au niveau de son opportunité et du tracé retenu.

L'avant-projet et les éventuels tracés alternatifs seront passés au crible de tous les critères d'analyse induits par l'article 1^{er}, § 1^{er}, soit :

- la réponse durable aux besoins socio-économiques;
- l'utilisation parcimonieuse du sol et de ses ressources;
- la gestion qualitative du cadre de vie;
- la conservation et le développement du patrimoine culturel, naturel et paysager.

Phase II. — Evaluation environnementale.

D. Validation de la délimitation et de la mise en œuvre.

A l'échelle micro, il convient d'affiner le tracé et la délimitation des zones ainsi que les conditions de mise en œuvre, tant de l'avant-projet que de chaque alternative potentielle de tracé, suite à l'analyse détaillée de son périmètre d'étude. Si plusieurs alternatives potentielles de tracé sont retenues à la fin du point C, le point D doit donc être reproduit pour chacune de ces alternatives. Le périmètre d'étude est la zone susceptible d'être touchée par l'avant-projet ou une alternative de tracé ou de présenter des contraintes à l'implantation projetée. Il peut donc varier en fonction de l'élément de situation existante envisagé puisqu'il dépend de la nature de l'élément du milieu considéré (plus ou moins sensible aux facteurs de modification du milieu inhérents au projet) ou de la contrainte considérée.

(Correspond partiellement au point 11° de l'article 42, alinéa 2 du Code - voir également pts. C et E).

D.0. Description de la méthode retenue (*correspond au pt 12° de l'article 42, alinéa 2 du Code*).

D.1. Identification des facteurs de modification du milieu liés au projet.

Il convient d'identifier les composantes du projet susceptibles de perturber le milieu et de les hiérarchiser (selon 3 degrés par exemple : perturbation forte, moyenne et faible) selon l'ampleur de ces perturbations à trois stades :

- la phase d'implantation de la canalisation et des installations connexes;
- la phase de fonctionnement;
- la phase plus lointaine de réhabilitation du site.

Les composantes perturbatrices du milieu à examiner sont listées à l'annexe D.1., sans prétention à l'exhaustivité. Une attention toute particulière sera accordée aux facteurs liés à la sécurité des personnes.

D.2. Description de la situation existante de droit.

Les éléments de la situation existante de droit à prendre en considération sont ceux qui (*point 4° de l'article 42, alinéa 2 du Code*) constituent des contraintes à l'implantation prévue.

Ils doivent faire l'objet d'une cartographie.

Une attention particulière sera portée aux zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/40/C.E.E. et 92/43/C.E.E. (*Point 5° de l'article 42, alinéa 2 du Code*).

L'annexe D.2. présente un contenu non exhaustif d'une situation existante de droit.

D.3. Description de la situation existante de fait.

Les éléments de la situation existante de fait à prendre en considération sont ceux qui risquent de subir les effets des facteurs de modification du milieu identifiés en D.1., que l'on qualifiera de "vulnérabilités du milieu", (*point 4° de l'article 42, alinéa 2 du Code*) ou qui constituent des contraintes à l'implantation prévue. Ils doivent faire l'objet d'une cartographie.

Une attention particulière sera portée aux zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/C.E.E. et 92/43/C.E.E. (*Point 5° de l'article 42, alinéa 2 du Code*).

L'annexe D.3. présente un contenu non exhaustif d'une situation existante de fait.

D.4. Présentation de variantes de délimitation et de mise en œuvre.

Il s'agit, à partir des vulnérabilités et contraintes dégagées en D.2. et D.3., de procéder à une première identification de variantes de délimitation ou de mise en œuvre de l'avant-projet et - s'il échet - des alternatives potentielles de tracé retenues à la fin du pt C. Ces variantes visent notamment à réduire les incidences environnementales et à prendre en compte les contraintes d'implantation. Un exercice du même type sera mené au point D.6. après évaluation des effets sur l'environnement des variantes identifiées ici.

Les variantes de délimitation sont des variations légères du tracé ou du contour des zones.

Les variantes de mise en œuvre recouvrent les prescriptions supplémentaires ou autres mesures d'aménagement envisageables (voir annexe A).

D.5. Evaluation des effets non négligeables probables aux différentes étapes de réalisation des variantes de délimitation et de mise en œuvre.

(*Correspond aux points 8° et 9° de l'article 42, alinéa 2 du Code*).

Il s'agit dans cette partie de mettre en rapport les composantes perturbatrices des variantes dégagées au point D.4. avec les vulnérabilités du milieu issues des points D.2. et D.3., de façon à mettre en évidence les incidences non négligeables probables (effets secondaires cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires tant positifs que négatifs) sur l'environnement, ainsi que sur l'activité agricole et forestière.

Cette analyse doit être menée à trois stades :

- la phase d'implantation de la canalisation et des installations connexes;
- la phase de fonctionnement;
- la phase plus lointaine de réhabilitation du site.

Elle devra permettre d'établir si l'aménagement proposé par l'avant-projet (ou l'alternative potentielle de tracé étudiée et ses variantes de délimitation ou de mise en œuvre) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement des Régions voisines, en vue de l'application éventuelle des dispositions de l'article 43, § 2 du Code modifié par le décret du 3 février 2005.

D.5.1. Identification des principales incidences environnementales.

Les incidences environnementales à examiner sont listées à l'annexe D.5.

Il conviendra d'attacher une attention particulière à la sécurité des personnes.

D.5.2. Comparaison des variantes.

Réalisation d'un tableau synoptique de comparaison des différentes variantes de délimitation/mise en œuvre selon leurs effets sur le milieu.

D.6. Examen des mesures à prendre pour réduire les effets négatifs des variantes de délimitation et de mise en œuvre.

(Correspond au point 10° de l'article 42, alinéa 2 du Code).

D.6.1. Présentation des mesures à prendre.

Il s'agit d'identifier les mesures à prendre pour réduire les effets négatifs des différentes variantes de délimitation ou de mise en œuvre identifiées au point D.4.

Il peut s'agir :

- d'ajustement de zonages voisins;
- de prescriptions supplémentaires;
- d'autres mesures d'aménagement.

D.6.2. Efficacité des mesures et estimation des impacts résiduels (non réductibles) de chaque variante.

D.6.3. Comparaison des différentes variantes.

D.7. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre (option zéro).

E. Synthèse de l'évaluation.

(Correspond partiellement au point 11° de l'article 42, alinéa 2 du Code).

Etablissement d'un tableau comparatif des avantages et inconvénients de la situation sans mise en œuvre du plan et des différentes variantes de délimitation/mise en œuvre dégagées au point D pour l'avant-projet et les éventuelles alternatives potentielles de localisation retenues au point C.

Commentaires de ce tableau notamment au regard du respect de l'article 1^{er}, § 1^{er} du Code (*point 2° de l'article 42, alinéa 2 du Code*) et de la prise en compte des objectifs de la protection de l'environnement identifiés au point A.2.1. (*point 7° partim de l'article 42, alinéa 2 du Code*) en ce compris l'analyse critique des motivations de l'avant-projet.

Cette synthèse devra permettre de se prononcer sur l'opportunité de modifier le plan sur base d'une analyse scientifique plus complète que celle sur laquelle s'appuyait l'avant-projet de révision et, dans l'affirmative, d'opter pour un aménagement compatible avec l'article 1^{er}, § 1^{er} du Code. Elle permet une validation des motivations de l'avant-projet identifiées et explicitées au point A.1.3.

Cette synthèse devra également permettre d'établir si l'aménagement proposé par l'avant-projet de plan ou les éventuelles alternatives potentielles de localisation, en ce compris leurs variantes de délimitation et/ou de mise en œuvre, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement des Régions voisines, en vue de l'application éventuelle des dispositions de l'article 43, § 2^{bis} du Code introduites par le décret du 3 février 2005.

F. Mesures envisagées pour assurer le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre de l'avant-projet de plan de secteur modificatif (*point 13° de l'article 42, alinéa 2*).

L'objectif est d'identifier, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus de manière à être en mesure d'engager les mesures correctrices appropriées.

Il s'agira de lister les impacts non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces impacts, leur mode de calcul, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

G. Compléments.

G.1. Description des difficultés rencontrées.

(Point 12° de l'article 42, alinéa 2).

Il s'agit de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'estimation des besoins.

G.2. Limites de l'étude.

Ce sont les points de l'étude qui devraient être approfondis dans les études d'incidences sur l'environnement qui seront réalisées sur les projets concrets.

H. Résumé non technique (maximum 30 pages + illustrations).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mars 2007 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision des plans de secteur de Verviers — Eupen, Liège et Huy — Waremme en vue de l'inscription d'une canalisation, d'un périmètre de réservation, d'un périmètre de protection, de deux zones de services publics et d'équipements communautaires et de la désaffectation de zones d'habitat à caractère rural permettant la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel liquide selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) — Oupeye (Haccourt) — Opwijk — Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N).

Namur, le 15 mars 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Annexe A

Prescriptions supplémentaires et autres mesures d'aménagement.

Les prescriptions supplémentaires visées à l'article 23, alinéa 2, 2° du Code sont définies à l'article 41 et peuvent porter notamment sur :

- 1° la précision de l'affectation des zones;
- 2° le phasage de leur occupation;
- 3° la réversibilité des affectations;
- 4° la densité des constructions ou des logements;
- 5° l'obligation d'élaborer un plan communal d'aménagement préalable à leur mise en œuvre;
- 6° l'obligation d'élaborer un règlement communal d'urbanisme préalable ou encore sur tout autre type de prescription d'ordre urbanistique ou planologique.

Les autres mesures d'aménagement visées à l'article 23, alinéa 2, 3° du Code recouvrent notamment :

- les équipements projetés sur le site et en dehors (infrastructures de transport, d'adduction d'eau, de gaz, d'électricité, d'égouttage/épuration);
- les dispositifs de gestion de l'environnement et d'atténuation des incidences (station d'épuration, bassin d'orage...);
- les mesures d'intégration paysagère.

Annexe D.1.

Composantes perturbatrices du milieu.

Composantes perturbatrices liées à la mobilisation ou la consommation des ressources naturelles :

- Immobilisation de sol et sous-sol (retrait du sol et du sous-sol par rapport à d'autres activités humaines existantes et potentielles);
- consommation d'eau.

Composantes perturbatrices liées aux rejets et émissions des activités :

- Bruit.
- Rejets solides, liquides et gazeux, déchets.

Composantes perturbatrices ou risques liés au stockage de produits.

- Matières premières, matières de process, produits, sous-produits et déchets...

Composantes perturbatrices liées à la mobilisation des infrastructures et équipements publics dans et hors du site :

- Mobilisation des voiries-circulation.
- Mobilisation des parkings.
- Mobilisation des équipements d'adduction (impétrants : eau, électricité, pipe-lines,...).
- Mobilisation des infrastructures de collecte et d'épuration des eaux usées.

Annexe D.2.

Situation existante de droit.

Il convient notamment de relever les éléments suivants.

- Les périmètres et les zones d'aménagement réglementaires :
communes en décentralisation et/ou ayant adopté un RCU, périmètres de PCA, plan communal d'égouttage, périmètres d'application du règlement général sur les bâtisses en site rural, ...
- Les objets territoriaux soumis à réglementation particulière :
statut juridique des voiries et voies de communication, statut juridique des bois et forêts, réseau RAVeL,...
- Les périmètres d'autorisation à restriction du droit civil :
périmètres des lotissements existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du fond des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique...
- Les périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel :
périmètres de remembrement, périmètres de revitalisation urbaine, périmètres de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées...
- Les périmètres et sites patrimoniaux :
monuments et sites classés y compris les fouilles archéologiques, patrimoine monumental de la Belgique, liste des arbres et haies remarquables...
- Les périmètres de contraintes environnementales.
- Les périmètres d'intérêt paysager :
délimitation des périmètres d'intérêt paysager telles qu'inscrites au plan de secteur.

Annexe D.3.

Situation existante de fait.

Le milieu biophysique :

- Air et climat (dont la direction du vent).
- Eaux de surface et souterraines.
- Sol et sous-sol (dont le relief et l'identification des gisements de grande valeur économique ou patrimoniale à protéger).
- Biotopes.
- Risques naturels et des contraintes géotechniques auxquels est soumis le périmètre d'étude :
- inondations;
- phénomènes karstiques;
- risque minier;
- éboulement;
- glissement de terrain;
- risque sismique.
- Périmètres d'intérêt paysager (en fonction des lignes de force du paysage et de la présence de points de vue remarquables).

Le milieu humain :

- Ambiance sonore et olfactive.
- Localisation de l'habitat, structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics.
- Patrimoine culturel et naturel.
- Paysage et ambiance visuelle.
- Infrastructure et équipements.
- Le cheminement des modes lents.
- Présence de biens immobiliers ou d'un site classé.
- Réseau de transports en commun et fréquences - cartes d'accessibilité.

Les activités humaines :

- Nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles (dans le cadre du plan de secteur actuel).
- Equipements socioculturels sensibles.
- Autres occupations humaines sensibles aux activités dérangeantes.
- Activités agricoles.
- Autres activités économiques.

Annexe D.5.

Incidences environnementales.

Effets sur l'air et le climat :

- Eventuelle perturbation du microclimat par des bâtiments de grande hauteur (ombre portée, effets de turbulence aux pieds des bâtiments de grande hauteur...).
- Eventuelle participation à la formation de brouillards par le rejet de poussières dans l'atmosphère dans des conditions de diffusité favorable.

Effets sur les eaux superficielles et souterraines :

- Modification du régime hydrogéologique des nappes aquifères et hydrologique des cours d'eau liée à l'imperméabilisation des sols par les bâtiments et aménagements au sol (voiries et parkings).
- Modification de la qualité chimique, microbiologique et de la turbidité des cours d'eau liée aux rejets des eaux pluviales et épurées.
- Modification du régime des cours d'eau liée au rejet des eaux pluviales et épurées.
- Risque de pollution accidentelle notamment liée au stockage de produits ou de déchets.
- Possible mobilisation de ressources en eau de proximité par puisage.
- Régime karstique et effondrements par le rabattement des nappes.

Effets sur le sol et le sous-sol :

- Immobilisation non réversible du sol et du sous-sol liée à l'implantation des bâtiments et aux aménagements du sol par les voiries et parkings.
- Risque de pollution accidentelle des sols notamment liée au stockage de produits ou de déchets.
- Effondrements karstiques et/ou miniers avec risques majeurs.

Effets sur la faune et la flore :

- Destruction et/ou fragmentation des biotopes liée à l'implantation des bâtiments, aux aménagements au sol et à la modification du relief du sol.
- Altération des écotopes par des polluants gazeux, liquides ou solides.
- Perturbation de la faune liée aux activités (bruits, mouvements...).
- Impact sur les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/CEE (conservation des oiseaux sauvages) et 92/43/CEE (conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages = réseau Natura 2000).

Effets sur la santé et la sécurité de l'homme :

- Altération de la santé liée au bruit généré par l'accroissement du trafic.
- Altération de la santé liée au rejet de polluants atmosphériques.

- Atteinte à la sécurité liée à l'accroissement de la circulation de voitures et camions sur le réseau de voiries.

- Vibrations dues aux process des entreprises (cribles, concasseurs, broyeurs...)

Effets sur l'agrément des conditions de vie :

- Altération de l'ambiance olfactive par le rejet de polluants gazeux voire de déchets;
- Altération de l'ambiance sonore par des activités bruyantes et l'accroissement du trafic;
- Altération de la qualité visuelle liée à la volumétrie ou à la composition architecturale et urbanistique des futurs bâtiments ainsi qu'aux modifications probables de relief du sol pour les implanter.

Effets sur les biens matériels et patrimoniaux :

- Dégradation des biens immobiliers patrimoniaux par les rejets atmosphériques de certaines industries polluantes;
- Atteinte à d'éventuels sites archéologiques.

Effets sur la mobilité, les réseaux et infrastructures :

- Partage modal du trafic.
- Mobilisation inadéquate des infrastructures routières à l'origine d'incidences sur la fluidité du trafic.
- Perturbation par un apport de charge inadéquate sur le réseau de viabilité et d'épuration des eaux.
- Surcharge des réseaux électriques, de gaz et de communication.

Effets sur les activités :

- Impact sur les activités primaires (agriculture, sylviculture) présentes sur le site de l'avant-projet lié à la mobilisation de la ressource sol et sous-sol
- Impact sur certains usages du sol et activités permanentes ou occasionnelles sensibles (résidences, tourisme...) lié aux éventuelles nuisances sonores et olfactives.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1670

[2007/201282]

15. **MÄRZ 2007** — **Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme zwecks der Eintragung einer Leitung, eines Reserveumkreises, eines Schutzumkreises, zweier Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen und der Zweckentfremdung von Wohngebieten mit ländlichem Charakter, durch die neue Flüssigerdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) — Oupeye (Haccourt) — Opwijk — Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme verlegt werden können, angenommen wird (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N und 43/2 N)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 22, 23, 25, 28, 37, 40 und 41 bis 46;

Aufgrund der Königlichen Erlasse vom 23. Januar 1979 und vom 20. November 1981 und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. November 1987 zur Erstellung der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Huy-Waremme und Lüttich;

In Erwägung des von FLUXYS im März 2006 eingereichten Antrags, der darin besteht, die Leitung "Réseau de Transport — Renforcement" (RTR) — 1 Raeren (Eynatten) — Oupeye (Haccourt) — Opwijk zu verdoppeln, indem eine neue,

für den Transport von Flüssig-Starkerdgas bestimmte Leitung RTR-2 von einem Nenndurchmesser von 1 200 mm und einer Länge von 41 Kilometern in der Wallonischen Region installiert wird;

In Erwägung des Umfangs der Erdgasreserven der Russischen Föderation;

In der Erwägung, dass es mehr als wahrscheinlich ist, dass der Bedarf des Vereinigtes Königreichs an russischem Gas steigen wird;

In der Erwägung, dass die Osttrasse (Eynatten) — Nord-West (Zeebrugge) eine Achse bildet, die zu einem derartigen Transit beiträgt;

In Erwägung der erstrangigen Rolle von Hub Zeebrugge in Sachen kurzfristige internationale Erdgasmärkte;

In der Erwägung, dass die beiden Eintrittsstellen in Eynatten über den Anschluss an die Leitungen TENP von Ruhrgas und WEDAL von Wingas strategische Verknüpfungsstellen an die russischen Erdgasquellen darstellen;

In der Erwägung, dass diese Achse andere Arten von Transitverkehr ermöglicht, insbesondere durch die Verbindungsleitungen an das niederländische Netz von Gastransport Services via die strategische Verknüpfung von Zelzate;

In der Erwägung, dass die Verstärkung einer derartigen Achse zur Flüssig-Erdgasversorgung dazu beiträgt, die Mittelstellung Belgiens in diesem Bereich zu stärken;

In der Erwägung, dass laut einer Modellbildung der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission der belgische Bedarf an Erdgas bis zum Jahr 2014 durchschnittlich bis zu 3% pro Jahr steigen wird;

In der Erwägung, dass laut dieser Voraussagen die verhältnismäßige Bedeutung von Eynatten für die Versorgung des belgischen Markts an Flüssig-Erdgas zwischen 2004 und 2014 von 7 auf 17% steigen wird;

In der Erwägung, dass das Gesetz vom 31. Januar 2003 über den progressiven Ausstieg der Kernenergie zwecks industrieller Stromerzeugung wahrscheinlich zu einer Erhöhung des internen Bedarfs an Erdgas zur Stromerzeugung beitragen wird;

In der Erwägung, dass der interne Bedarf an Starkerdgas ebenfalls steigen müsste, insbesondere in Anbetracht des Bestrebens, die Kunden schrittweise von Schwachgas auf Starkgas überwechseln zu lassen;

In der Erwägung, dass die Kapazitäten der RTR-1 (8 bis 10 Milliarden m³ pro Jahr) vollständig von den Transiteuren für den langfristigen Transit gezeichnet wurden und dass die Kapazitäten des RTR-2-Projekts bereits teilweise für den langfristigen Transit Eynatten — Zeebrugge gezeichnet wurden;

- In der Erwägung, dass es außerdem notwendig ist, eine Kapazität in der Größenordnung von 3 bis 4 Milliarden m³ pro Jahr für die Versorgung des belgischen Markts ab Eynatten zu gewährleisten;
- In der Erwägung, dass es notwendig ist, die Leitung ab Opwijk in Richtung Zeebrugge zu verlängern, um den zusätzlichen zukünftigen Kapazitäten nachzukommen;
- In der Erwägung, dass mit der vollständigen Verlegung des RTR-2-Leitungsprojekts bis Zeebrugge, die Eingangskapazität in Eynatten etwa 18 Milliarden m³/Jahr erreichen wird, wodurch der Bedarf über das Jahr 2020 hinaus gedeckt sein müsste;
- In der Erwägung, dass die vollständige Kapazität des Erdgastransports Ost-Nord-West dadurch verdoppelt würde;
- In der Erwägung, dass durch die Verdoppelung der Leitung ermöglicht würde, die Transit- und Versorgungssicherheit zu gewährleisten, indem eine Lösung zu einem vorübergehenden Stillstand wegen Instandhaltungsarbeiten oder wegen einer Betriebsstörung der ersten RTR-1-Leitung geboten wird;
- In der Erwägung, dass durch die Verdoppelung der Leitung mehr Flexibilität im Bereich des Transports von Gas verschiedener Beschaffenheit geboten werden kann;
- In der Erwägung, dass die Zunahme des transportierten Volumens dazu beitragen wird, den Preis des Erdgases in Belgien zu senken;
- In der Erwägung, dass durch diese Investition die Zunahme der nutzbaren Lagerung für den Binnenmarkt ermöglicht wird;
- In der Erwägung, dass die RTR-1-Leitung nicht nur zum internationalen Gastransport, sondern ebenfalls dazu beiträgt, die Versorgungskapazität des belgischen und wallonischen Markts dank der in Berneau, Zomergem und Wachetebeke durchgeführten Entnahmen zu verstärken;
- In Erwägung der zwischen der RTR-1 und dem öffentlichen Versorgungsnetz der ALG, den Leitungen in Richtung Verviers, der Provinz Luxemburg und der Stammeleitung SEGEO bestehenden Verbindungsleitungen;
- In Erwägung der zwischen der RTR-1 und dem RTR-2-Projekt vorgesehenen Verbindungsleitungen;
- In der Erwägung, dass diese Verstärkung dank der breiten Verzweigung unseres Erdgastransportnetzes einen offensichtlichen Vorteil für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit darstellt;
- In der Erwägung, dass laut dem Betreiber Fluxys die Investition zwischen 350 und 400 Millionen Euro schwanken soll;
- In der Erwägung, dass diese Gesellschaft schon seit dem Monat Juni 2005 ein "Information Memorandum" eingeleitet hat, um das Marktinteresse hinsichtlich der langfristigen Transitzapazitätsreservierung auf der betreffenden Achse zu ermitteln;
- In der Erwägung, dass die bis heute verbindlichen Zeichnungen ausreichen, um die Investition für die Verlegung einer neuen Leitung zu rechtfertigen;
- In Erwägung der Verhandlungen zwischen Fluxys und den Gaslieferanten;
- In der Erwägung, dass das RTR-2-Projekt in die am 17. Juli 2006 vom Europäischen Parlament genehmigte Liste der "Trans-European Energy Networks"-Projekte aufgenommen wurde;
- In der Erwägung, dass es für die Europäische Union, Belgien und die Wallonische Region von großer Bedeutung ist, ihr Energieimport-Portfolio zu diversifizieren;
- In der Erwägung, dass die Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission empfiehlt, Initiativen zu ergreifen, um eine größere Menge Erdgas über den Osten des Landes hereinzulassen;
- In der Erwägung, dass es aufgrund der Empfehlungen der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission angebracht ist, dass eine ausreichende verfügbare Kapazität sowohl für den Transit als auch für den internen Erdgastransport gewährleistet wird;
- In der Erwägung, dass die für den belgischen Markt verfügbare Transportkapazität der benutzbaren Eingangskapazität unter Abzug der für den Transit gezeichneten Transportkapazität entspricht;
- In der Erwägung, dass es insbesondere angebracht ist, eine ausreichende interne Transportkapazität zurückzubehalten, um den Erdgaslieferanten zu ermöglichen, der steigenden Nachfrage nachzukommen, indem sie ihre Kunden zu konkurrenzfähigen Preisen versorgen können;
- In der Erwägung, dass es demnach ebenfalls angebracht ist, die gezeichnete Kapazität für den Transit einzuschränken und dass der Transportbetreiber Fluxys mit den Transitcharterern Hilfeleistungsverträge abschließt;
- In der Erwägung, dass Erdgas für jede gelieferte Wärmemenge weniger umweltschädlich ist (SO_x-, NO_x-Emissionen, Staub,...) und weniger Kohlendioxid freigibt als alle anderen nicht erneuerbaren Energien, ob Heizöl oder Kohle;
- In Erwägung des Vorhandenseins der im Jahre 1998 in Betrieb genommenen Ost-Nord-West-Erdgasleitung RTR-1 Eynatten — Zeebrugge;
- In der Erwägung, dass die Trasse dieser Leitung in Betracht gezogen wurde, um die Umweltbelastungen und Verlege- und Betriebsschwierigkeiten höchstmöglich zu reduzieren;
- In der Erwägung, dass in dem von der Wallonischen Regierung am 27. Mai 1999 verabschiedeten Entwicklungsplan des regionalen Raums bestimmt wurde, dass neue Gasleitungen so nahe wie möglich an vorhandenen Infrastrukturen anzulegen sind und dass diese Gruppierung in Übereinstimmung mit den gesetzlichen und Sicherheitsnormen zu erfolgen hat;
- In der Erwägung, dass der Standort einer neuen Leitung entlang einer bestehenden Trasse grundsätzlich den besten Standort vom raumordnerischen Standpunkt aus darstellt, um die Belastungen auf den Standort der anderen Funktionen des Gebiets höchstmöglich zu reduzieren;
- In der Erwägung, dass ein Standort, der parallel zu dem ersten läuft, ebenfalls die geeignetste Lösung für den Betreiber ist, insbesondere um die Überwachung zu erleichtern;
- In der Erwägung, dass diese Trasse eine ausreichende Entfernung zwischen den beiden Leitungen einhalten muss, um jegliches Sicherheitsproblem zu vermeiden;
- In der Erwägung, dass seit dem Unfall von Ghislenghien alle Maßnahmen getroffen werden, um die Sicherheit der Anwohner der Gasleitungen zu verstärken;
- In Erwägung der Politik zur Verhütung der im Laufe von Aushubarbeiten verursachten Schäden, insbesondere der Föderalen Informationskontaktstelle Kabel und Leitungen;
- In Erwägung der von Tractebel consulting im Jahre 1995 verfertigten Notiz über die vorherige Bewertung der Auswirkungen des RTR-1-Projekts auf die Umwelt;
- In der Erwägung, dass die Trasse durch Gebiete führt, die zur städtebaulichen Entwicklung bestimmt sind, das heißt 700 Meter Wohngebiet mit ländlichem Charakter, 775 Meter industrielles Gewerbegebiet, 1760 Meter Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter und 500 Meter Abbaugelände;

In der Erwägung, dass etwa 70 Gebäude weniger als 50 Meter von der Trasse entfernt angesiedelt sind;

In der Erwägung, dass die gegenwärtige Trasse des RTR-2-Projekts durch die Natura 2000-Gebiete "Göhlthal stromabwärts von Kelmis", "Göhlthal stromaufwärts von Kelmis", "Niederer Geertal" und "Niedere Maas und Mittlere Maas" auf eine Gesamtlänge von 2 600 Metern führt;

In Erwägung des Gutachtens der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt vom 22. August 2006, in dem die Aufstellung eines ausführlichen biologischen Bestandsverzeichnisses beantragt und angegeben wird, dass es je nach den Ergebnissen dieser Studie unter Umständen angebracht ist, Ausgleichs- und Milderungsmaßnahmen zu treffen;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, eine Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung durchführen zu lassen;

In der Erwägung, dass eine ausführliche biologische Bestandsaufnahme der durchquerten Natura 2000-Gebiete im Rahmen der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt wird;

In der Erwägung, dass die RTR-2-Leitung wie die RTR-1-Leitung durch den Grenzpunkt, die Zählstation von Raeren (Eynatten), die Station von Raeren (Hauset), die Kompressorstation von Dalhem (Berneau) und den Knotenpunkt von Oupeye (Haccourt) führen muss;

In der Erwägung, dass die Zählstation von Raeren (Eynatten) verstärkt werden muss und es demnach angebracht ist, die von der bestehenden Station betroffenen Gebiete von einer Fläche von 0,7 ha Forstgebiet und 1,1 ha Agrargebiet, und deren Erweiterung, von einer Fläche von 1,3 ha Agrargebiet und 0,3 ha Wohngebiet mit ländlichem Charakter in ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen einzutragen;

In der Erwägung, dass die angemessenste Zuordnung zu der Zählstation von Dalhem (Berneau) und zu deren möglichen Erweiterung Nord-West das Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen an Stelle des industriellen Gewerbegebiets von 0,9 ha ist;

In der Erwägung, dass die Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung insbesondere die Zweckmäßigkeit der Aufrechterhaltung der Möglichkeit zur Nord-West-Erweiterung der Zählstation von Dalhem (Berneau) bewerten muss;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, diese beiden Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen den technischen Ausrüstungen zur Verwaltung der Flüssiggasströme vorzubehalten;

In der Erwägung, dass 0,2 ha Wohngebiet mit ländlichem Charakter auf dem Gebiet von Visé, 1,5 und 0,3 ha auf dem Gebiet von Oupeye und 0,5 ha auf dem Gebiet von Juprelle in der Tat nicht bebaubar sind, da sie von der RTR-1-Leitung und von dem RTR-2-Leitungsprojekt durchquert werden und dass die angemessenste Zweckbestimmung dieser Grundstücke das Grüngebiet betreffend die Gebiete von Visé und Oupeye unter Berücksichtigung ihrer Eingliederung in das Wohngebiet, und das Agrargebiet betreffend das Gebiet von Juprelle unter Berücksichtigung von dessen landwirtschaftlichen Nutzung und dessen Nähe am Agrargebiet ist;

Aufgrund des Artikels 46 § 1 Absatz 2 3° des Gesetzbuches: «Die Eintragung jedes neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets wird ausgeglichen, und zwar dadurch, dass ein bestehendes, zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in gleichem Maße verändert wird, oder durch jegliche von der Regierung bestimmte alternative Ausgleichsmaßnahme.»;

In der Erwägung, dass die Zweckentfremdung von 2,5 ha Wohngebiet mit ländlichem Charakter die Eintragung von 3,1 ha neuen, zur Verstädterung bestimmten Gebiets teilweise ausgleicht;

In der Erwägung, dass die Finanzierung durch die Gesellschaft Fluxys des in Artikel 183 des Gesetzbuches erwähnten Fonds für funktionelle Raumordnungsmaßnahmen die alternative Ausgleichung der 0,6 ha des auszugleichenden Rests darstellt;

In der Erwägung, dass die Schätzung des zu überweisenden Betrags der Differenz des Werts eines Grundstücks von 0,6 ha in einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen im Verhältnis zu dessen Zuordnung zu einem Agrargebiet entspricht;

In der Erwägung, dass das Erwerbskomitee von Lüttich ersucht wird, diesen Betrag zu schätzen;

In der Erwägung, dass aufgrund der Weiterentwicklung des Gasmarkts die Notwendigkeit auf längere Frist (über 2020 hinaus) nicht auszuschließen ist, eine dritte Leitung entlang der RTR-1 und des RTR-2-Projekts installieren zu müssen;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, ab sofort die ausreichende Fläche von mindestens 5 Metern beidseitig des Projekts für die Trasse zurückzubehalten, um eine mögliche dritte Leitung einrichten zu können;

In der Erwägung, dass sich auf dem größten Teil der Trasse die zweite Leitung in etwa 8 Meter Entfernung von einer Seite der RTR-1 befinden sollte, und dass sich die eventuelle dritte Leitung entweder auf der anderen Seite in etwa 8 Meter Entfernung von der RTR-1 oder auf derselben Seite in etwa 17 Meter Entfernung von der RTR-1 befinden sollte;

In der Erwägung, dass es außerdem notwendig ist, eine Breite von mindestens 5 Metern beidseitig der Projekte für die Trasse vorzusehen, um deren Installation zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass es demnach angebracht ist, einen Reserveumkreis von 25 Metern beidseitig der RTR-1-Leitungsachse einzutragen, um die RTR-2-Leitung und eventuelle andere Leitungen installieren zu können;

In der Erwägung, dass die Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung insbesondere zum Gegenstand hat, die genaue Trasse der RTR-2 und der eventuellen RTR-3 zu studieren, insbesondere auf der Grundlage technischer Elemente, die Fluxys zu übermitteln hat;

In der Erwägung, dass im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe auferlegt wird, dass der Sektorenplan Umkreise zum Schutz der unterirdischen Flüssigkeits- und Energietransportnetze enthält, in denen allein Handlungen und Arbeiten zum Nutzen der Allgemeinheit zugelassen sind oder die diese Netze betreffen;

In der Erwägung, dass dieser Schutzzumkreis mit dem Konzept des Reserveumkreises im Sinne des Königlichen Erlasses vom 24. Januar 1991 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 11. März 1966 zur Bestimmung der bei der Einrichtung und der Betreibung der Gasversorgungsanlagen durch Rohrleitungen zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen übereinstimmt;

In der Erwägung, dass die Breite des Schutzzumkreises einer Trasse nicht auf Ebene der Erstellung und Veröffentlichung des Sektorenplans ablesbar ist; dass ein Schutzzumkreis definitionsgemäß nicht in Leitungsprojekten eingetragen werden kann, deren Trasse gegenwärtig nicht exakt und endgültig festgelegt sind; dass der Schutzzumkreis im Reserveumkreis einbegriffen ist; dass demzufolge nicht der Anlass besteht, ihn graphisch im Sektorenplan einzutragen; dass jedoch der Anlass besteht, den Schutzzumkreis in den wörtlichen Bestimmungen des vorliegenden Erlasses vorzusehen;

In der Erwägung, dass die bestehende RTR-1-Leitung nicht im Sektorenplan eingetragen ist;

In der Erwägung, dass die Darstellung der Trasse der bestehenden Leitung im Sektorenplan die Ablesbarkeit des Plans insofern verbessert, dass von der Art der Infrastruktur, die der Reserveumkreis darstellt, Kenntnis genommen werden kann; dass im Gegensatz dazu der Plan durch die Eintragung der 4 möglichen Trassen schwer abzulesen wäre;

Auf Vorschlag des Ministers der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung beschließt, die Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme einer Revision zu unterziehen, um die Verdoppelung der Flüssigerdgasleitung gemäß der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) — Oupeye (Haccourt) — Opwijk — Zeebrugge zu ermöglichen.

Art. 2 - Sie verabschiedet den Vorentwurf der Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N und 43/2 N), der gemäß der hier beigefügten Karte die Eintragung folgender Elemente enthält:

- der Trasse einer bestehenden Leitung und eines Reserveumkreises auf den Gebieten der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme;
- eines mit dem Überdruck * R.1.7 gekennzeichneten Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinde Raeren (Eynatten);
- eines mit dem Überdruck * R.1.7 gekennzeichneten Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinde Dalhem (Berneau);
- eines Grüngelands auf dem Gebiet der Gemeinde Visé;
- zweier Grüngelände auf dem Gebiet der Gemeinde Oupeye;
- eines Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Juprelle.

Art. 3 - Die mit dem Überdruck * R.1.7 gekennzeichneten Gebiete sind den technischen Ausrüstungen zur Verwaltung der Flüssigerdgasströme vorbehalten.

Art. 4 - Die Erdgastransportleitungen, deren Installierung im vorliegenden Vorentwurf vorgesehen ist, umfassen einen Schutzzumkreis im Sinne des Artikels 23 Absatz 1 3^o des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung.

Dieser Schutzzumkreis stimmt mit dem im Königlichen Erlass vom 24. Januar 1991 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 11. März 1966 zur Bestimmung der bei der Einrichtung und der Betreibung der Gasversorgungsanlagen durch Rohrleitungen zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen festgelegten Reservegebiet überein.

Art. 5 - Die Regierung beauftragt den Minister der räumlichen Entwicklung, einen Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung auszuarbeiten, ihn dem Regionalausschuss für Raumordnung, dem Wallonischen Rat für Umwelt und nachhaltige Entwicklung und der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zur Begutachtung zu unterbreiten und ihn anschließend der Regierung wieder zur Verabschiedung vorzulegen.

Art. 6 - Die Regierung beauftragt den Minister der räumlichen Entwicklung, beim Minister der Finanzen einen Antrag auf die Schätzung durch das Erwerbskomitee von Lüttich des durch eine Zweckumwandlung des Agrargebiets in ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen verursachten Mehrwerts einzureichen.

Namur, den 15. März 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage 1 zum Lastenheft

Vorentwurf der Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme zwecks der Eintragung einer Leitung, eines Reserveumkreises, eines Schutzzumkreises, zweier Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen und der Zweckentfremdung von Wohngebieten mit ländlichem Charakter, durch die neue Flüssigerdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) — Oupeye (Haccourt) — Opwijk — Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme verlegt werden können (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N).

Inhalt der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung.

1. Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom verabschiedete Vorentwurf der Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N und 43/2 N) enthält die Eintragung:

- der Trasse einer bestehenden Leitung und eines Reserveumkreises auf den Gebieten der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme;
- eines mit dem Überdruck * R.1.7 gekennzeichneten Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinde Raeren (Eynatten);
- eines mit dem Überdruck * R.1.7 gekennzeichneten Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinde Dalhem (Berneau);
- eines Grüngelands auf dem Gebiet der Gemeinde Visé;
- zweier Grüngelände auf dem Gebiet der Gemeinde Oupeye;
- eines Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Juprelle.

Die mit dem Überdruck * R.1.7 gekennzeichneten Gebiete sind den technischen Ausrüstungen zur Verwaltung der Flüssigerdgasströme vorbehalten.

Außerdem umfassen die Erdgastransportleitungen, deren Installierung in dem Vorentwurf vorgesehen ist, einen Schutzzumkreis im Sinne des Artikels 23 Absatz 1 3^o des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung.

Dieser Schutzzumkreis stimmt mit dem im Königlichen Erlass vom 24. Januar 1991 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 11. März 1966 zur Bestimmung der bei der Einrichtung und der Betreibung der Gasversorgungsanlagen durch Rohrleitungen zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen festgelegten Reservegebiet überein.

Abschließend enthält er einen Vorschlag einer alternativen Ausgleichung finanzieller Art. Zu diesem Zweck beauftragt die Regierung den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die räumliche Entwicklung gehört, beim Minister der Finanzen einen Antrag auf die Schätzung durch das Erwerbskomitee von Lüttich des durch eine Zweckumwandlung des Agrargebiets in ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen verursachten Mehrwerts einzureichen.

2. Umfang der Umweltverträglichkeitsprüfung und Genauigkeit der Informationen (Artikel 42, Absatz 2 des CWaTUP).

2.1. Umfang.

Durch die Eintragung von drei Grüngeländen und einem Agrargebiet, die als raumplanerischer Ausgleich für die Eintragung des neuen, den technischen Ausrüstungen zur Verwaltung der Flüssiggasströme vorbehaltenen Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen (Artikel 46 § 1 Absatz 2 3° des CWaTUP) vorgesehen sind, wird bezweckt, dass keine, in den geltenden Sektorenplänen eingetragenen verstädterbaren Gebiete verwertet werden und dass die Sachlage beibehalten wird.

Außerdem stellt die Umwandlung des industriellen Gewerbegebiets von Dalhem (Berneau) in ein den technischen Ausrüstungen zur Verwaltung der Flüssiggasströme vorbehaltenes Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen lediglich eine Anpassung des Sektorenplans an die tatsächliche Zweckbestimmung des südlichen und östlichen Teils dieses Gebiets dar.

Dies gilt ebenfalls für den nördlichen Teil des Projekts des Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen von Raeren (Eynatten).

Es wird nicht davon ausgegangen, dass diese Elemente bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt haben könnten. Dies gilt ebenfalls für die finanzielle alternative Ausgleichung. Sie bedürfen also keiner Umweltbewertung. Sie werden demnach lediglich einer Zweckmäßigkeitanalyse unterzogen.

Die Umweltbewertung bezieht sich demzufolge auf:

- die Eintragung der Trasse einer bestehenden Leitung und eines Reserveumkreises auf den Gebieten der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme;
- die Eintragung des nordwestlichen Teils, durch den die gegenwärtige Station erweitert werden kann, eines mit dem Überdruck * R.1.7 gekennzeichneten Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinde Dalhem (Berneau);
- die Eintragung des südlichen Teils, durch den die gegenwärtige Station erweitert werden kann, eines mit dem Überdruck * R.1.7 gekennzeichneten Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinde Raeren (Eynatten).

2.2. Genauigkeit der Informationen.

Das nachstehend gewählte Sonderlastenheft bildet ein Musterdokument, dessen Genauigkeit als ausreichend hinsichtlich des Artikels 42 des Gesetzbuches betrachtet wird.

Die Prüfung hinsichtlich der Bevölkerung, der Sozialwirtschaft und der Umwelt erfolgt auf Ebene des allgemeinen territorialen Kontextes (Punkt C.2.) und auf mikrogeographischer Ebene des Gebiets für die Untersuchung der Empfindlichkeiten und Einschränkungen hinsichtlich der Umwelt (Punkt D).

Abschließend werden die Faktoren der Abänderung des Umfelds und die Komponenten der Sach- und Rechtslage in der Anlage aufgestellt, und die Autoren der Umweltverträglichkeitsprüfung haben die Verpflichtung, in der Analyse nur diejenigen zu behalten, die sich als relevant erweisen.

Eine besondere Aufmerksamkeit wird dem Problem der Sicherheit der Personen geschenkt.

Phase 1 — Territoriale Zweckmäßigkeit- und Standortanalyse des Vorentwurfs des abgeänderten Plans.

A. Beschreibung und Analyse des Gegenstands, der Ziele und der Begründungen des Vorentwurfs des abgeänderten Plans.

A.1. Beschreibung.

Es geht hier lediglich darum, den Gegenstand, die Zielsetzungen und Begründungen der Wallonischen Regierung, so wie diese aus dem Erlass zur Verabschiedung des Vorentwurfs des abgeänderten Plans hervorgehen, ohne kritische Analyse zu beschreiben und zu erläutern.

(Entspricht dem Punkt 1° partim des Artikels 42 Absatz 2 des Gesetzbuches)

A.1.1. Gegenstand der Revision.

Beschreibung der Abänderung des Sektorenplans (Zweckverwendungsgebiete, Hauptinfrastrukturen und Umkreise) und einschlägige kartographische Darstellung.

Beschreibung der zusätzlichen Vorschriften (Artikel 23 Absatz 2 2°) und andere Raumordnungsmaßnahmen (Artikel 23 Absatz 2 3°), die im Vorentwurf vorgesehen sind, einschließlich der vorgeschlagenen alternativen Ausgleichsmaßnahmen.

A.1.2. Identifizierung und Erläuterung der Ziele des Vorentwurfs.

Unter Zielen des Vorentwurfs versteht man diejenigen, die die Wallonische Regierung bei der Erstellung des Vorentwurfs des abgeänderten Sektorenplans verfolgt.

A.1.3. Identifizierung und Erläuterung der Begründungen des Vorentwurfs.

Unter Begründungen des Vorentwurfs versteht man diejenigen, aus welchen die Erstellung des Vorentwurfs für die Erreichung der Ziele (nach Ansicht der Regierung) unerlässlich ist.

A.2. Analyse.

Hier geht es darum, eine erste Analyse der Kohärenz der Ziele des Vorentwurfs des abgeänderten Sektorenplans hinsichtlich der regionalen Optionen vorzunehmen.

Es ist zu bemerken, dass die kritische Analyse der Begründungen des Vorentwurfs in diesem Stadium nicht möglich ist. Sie wird zum allgemeinen Abschluss (Punkt E) gemacht, wenn die gesamten Bewertungselemente verfügbar sind.

A.2.1. Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den regionalen Optionen.

Es soll überprüft werden, ob die Ziele des Vorentwurfs mit den Optionen vereinbar sind, die in den regionalen Orientierungsdokumenten vorgestellt werden:

- im Entwicklungsplan des regionalen Raums: im Projekt der räumlichen Struktur und Raumordnungsgrundsätze;
- im Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung;

- die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft;
- in der regionalpolitischen Erklärung...

In diesem Punkt werden die Verknüpfungen zwischen dem Vorentwurf des Plans und den sonstigen relevanten Plänen und Programmen (Artikel 42 Absatz 2 1^o partim des Gesetzbuches) festgestellt und die relevanten Ziele des Umweltschutzes hinsichtlich des Vorentwurfs identifiziert (Artikel 42 Absatz 2 7^o partim des Gesetzbuches).

A.2.2. Billigung der Art der Zoneneinteilung/Infrastruktur, die im Vorentwurf eingetragen ist.

Es soll überprüft werden, ob die Art des Gebiets oder der Infrastruktur, die im Vorentwurf eingetragen ist, für die von der Wallonischen Regierung verfolgten Ziele geeignet ist.

A.2.3. Überprüfung der Übereinstimmung des Vorentwurfs mit den geltenden Regelungen.

Es soll überprüft werden, ob der Vorentwurf mit den geltenden Regelungen, insbesondere mit Artikel 46 des CWaTUP, übereinstimmt.

A.2.4. Synthese.

Insbesondere Hervorhebung der Ziele des Vorentwurfs angesichts deren Vereinbarkeit mit den regionalen Herausforderungen und Schlussfolgerungen bezüglich des Bezugsgebiets.

B. Begründung der Notwendigkeit der Installierung einer neuen Erdgasleitung (und der Nebenanlagen).

Die verwendete Methode wird jedesmal wenn nötig beschrieben.

(Entspricht dem Punkt 12 des Artikel 42 Absatz 2 des Gesetzbuches).

B.1. Entwicklungsaussichten des Erdgastransportbedarfs (Transit und interner Bedarf, Steigerung des Energiebedarfs und Änderung der Marktanteile, Berücksichtigung der Umwelterwägungen,...)

B.2. Rolle der neuen Leitung im Transportnetz auf verschiedenen einschlägigen Ebenen (europäisch, föderal, regional, sogar lokal).

B.3. Darlegung der Unmöglichkeit (oder der Möglichkeit), den in A.1.2. identifizierten Zielen nachzukommen, ohne dass eine neue Erdgasleitung installiert wird (Option Null).

C. Raumordnerische Überlegung über die Möglichen Alternativen des Standorts (und des Standorts der Nebenanlagen).

(Entspricht teilweise dem Punkt 11^o des Artikel 42, Absatz 2 des Gesetzbuches - siehe ebenfalls die Punkte D und E).

Die verwendete Methode wird jedesmal wenn nötig beschrieben.

(Entspricht dem Punkt 12^o des Artikel 42 Absatz 2 des Gesetzbuches).

C.1. Abgrenzung des relevanten territorialen Kontextes zur Ermittlung möglicher Alternativen zur Trasse (und zum Standort der Nebenanlagen) je nach den in A.1.2. identifizierten Zielen.

(Punkt 5^o des Artikel 42 Absatz 2 des Gesetzbuches) (Punkt 6^o partim des Artikel 42 Absatz 2 des Gesetzbuches).

C.2. Analyse des in C.1. bestimmten territorialen Kontextes.

Es handelt sich um die Bestimmung auf mesogeographischer Ebene der kennzeichnenden Merkmale der Bevölkerung, der Sozialwirtschaft und der Umwelt des in C.1. in Betracht gezogenen Gebiets. Es geht darum, dessen Potenzial (Trümpfe und Zweckmäßigkeiten) und Einschränkungen (Schwächen und Gefährdungen) für die Eintragung der neuen Gasleitung hervorzuheben.

(Entspricht dem Punkt 3^o partim des Artikels 42 Absatz 2 des Gesetzbuches).

Eine besondere Aufmerksamkeit wird den Gebieten geschenkt, die für die Umwelt eine besondere Bedeutung haben, so wie diese gemäß den Richtlinien 79/409/E.W.G. und 92/43/E.W.G. bezeichnet werden.

C.3. Identifizierung der möglichen Alternativen zur Trasse (und zum Standort der Nebenanlagen) je nach der in C.1. durchgeführten Analyse und unter Einhaltung der in A.1.2. identifizierten Ziele.

Falls das Planungsbüro der Auffassung ist, dass die Ermittlung von Standortvarianten nicht gerechtfertigt ist, muss es seine Stellungnahme ernsthaft begründen.

C.4. Identifizierung der Standortalternativen der Nebenanlagen je nach der in C.1. durchgeführten Analyse und unter Einhaltung der in A.1.2. identifizierten Ziele.

Falls das Planungsbüro der Auffassung ist, dass die Ermittlung von Standortvarianten nicht gerechtfertigt ist, muss es seine Stellungnahme ernsthaft begründen.

C.5. Darlegung der Zweckmäßigkeit der in Betracht gezogenen raumplanerischen Ausgleichungen und der Relevanz ihres Standorts.

Schlussfolgerung der Phase 1:

Begründung des Vorentwurfs hinsichtlich des Artikels 1 § 1 des Gesetzbuches

Ziel dieser Schlussfolgerung ist es, eine erste kritische Schlussfolgerung über den Vorentwurf dieses Plans hinsichtlich dessen Zweckmäßigkeit und der in Betracht gezogenen Trasse zu ziehen.

Der Vorentwurf und die eventuellen alternativen Trassen werden unter allen aus Artikel 1 § 1 abgeleiteten Analyse Kriterien genau überprüft, das heißt:

- die nachhaltige Zufriedenstellung der sozialwirtschaftlichen Bedürfnisse;
- die schonende Benutzung des Bodens und der Bodenschätze;
- die qualitative Verwaltung des Lebensumfelds;
- die Erhaltung und Entwicklung des Kultur-, Natur- und Landschaftserbes.

Phase II — Umweltbewertung.

D. Billigung der Abgrenzung und der Durchführung.

Auf Mikroebene ist es angebracht, die Trasse und die Abgrenzung der Gebiete, sowie die Durchführungsbedingungen, sowohl des Vorentwurfs, als auch einer jeden möglichen Alternative zu der Trasse infolge der ausführlichen Analyse deren Untersuchungsumkreises näher zu bestimmen. Wenn mehrere mögliche Alternativen zu der Trasse am Ende des Punktes C ausgewählt werden, muss Punkt D für jede dieser Alternativen wiederholt werden. Der Untersuchungsumkreis ist das Gebiet, das von dem Vorentwurf oder einer Alternative zu der Trasse betroffen sein könnte oder Belastungen hinsichtlich der geplanten Installierung aufweisen könnte. Es kann also je nach dem in Erwägung gezogenen Element der bestehenden Lage unterschiedlich sein, da es von der Natur des berücksichtigten Elements des Umfelds (mehr oder weniger empfindlich gegen die mit dem Projekt verbundenen Änderungsfaktoren des Umfelds) oder von der berücksichtigten Belastung abhängt.

(Entspricht teilweise dem Punkt 11° des Artikel 42 Absatz 2 des Gesetzbuches - siehe ebenfalls die Punkte D und E).

D.0. Beschreibung der ausgewählten Methode *(entspricht dem Punkt 12 des Artikel 42 Absatz 2 des Gesetzbuches).*

D.1. Identifizierung der mit dem Projekt verbundenen Änderungsfaktoren des Umfelds.

Es besteht Anlass, die Komponenten des Projekts zu identifizieren, die die Umwelt stören könnten, und sie (nach drei Graden, zum Beispiel: starke, mittlere und schwache Störung) nach der Tragweite dieser Störungen in drei Stadien hierarchisch einzuteilen:

- die Phase der Installierung der Leitung und der Nebenanlagen;
- die Betriebsphase;
- die spätere Phase der Sanierung des Betriebsgeländes.

Die zu untersuchenden störenden Komponenten der Umgebung werden in der Anlage D.1. aufgeführt, jedoch nicht unbedingt ausführlich. Eine besondere Aufmerksamkeit wird den mit der Sicherheit der Personen verbundenen Faktoren geschenkt.

D.2. Beschreibung der bestehenden Rechtslage.

Die zu berücksichtigenden Elemente der Rechtslage sind diejenigen *(Punkt 4 des Artikel 42 Absatz 2 des Gesetzbuches)*, die Belastungen für die geplante Ansiedlung darstellen.

Sie müssen Gegenstand einer kartographischen Darstellung sein.

Eine besondere Aufmerksamkeit wird den Gebieten geschenkt, die für die Umwelt eine besondere Bedeutung haben, so wie diese gemäß den Richtlinien 79/409/E.W.G. und 92/43/E.W.G. bezeichnet werden. *(Punkt 5 des Artikel 42 Absatz 2 des Gesetzbuches).*

Die Anlage D.2. stellt einen nicht ausführlichen Inhalt einer bestehenden Rechtslage vor.

D.3. Beschreibung der bestehenden Sachlage.

Die zu berücksichtigenden Elemente der Sachlage sind diejenigen, die unter den Folgen der unter D.1. identifizierten Änderungsfaktoren der Umgebung leiden können, die als "Empfindlichkeiten der Umgebung" *(Punkt 4 des Artikel 42 Absatz 2 des Gesetzbuches)* gekennzeichnet werden, oder die Belastungen für die geplante Ansiedlung darstellen. Sie müssen Gegenstand einer kartographischen Darstellung sein.

Eine besondere Aufmerksamkeit wird den Gebieten geschenkt, die für die Umwelt eine besondere Bedeutung haben, so wie diese gemäß den Richtlinien 79/409/E.W.G. und 92/43/E.W.G. bezeichnet werden. *(Punkt 5 des Artikel 42 Absatz 2 des Gesetzbuches).*

Die Anlage D.3. stellt einen nicht ausführlichen Inhalt einer bestehenden Sachlage vor.

D.4. Darstellung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung.

Es geht darum, aufgrund der unter D.2. und D.3. bestimmten Empfindlichkeiten und Belastungen eine erste Identifizierung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung des Vorentwurfs und gegebenenfalls der am Ende von Punkt C ausgewählten möglichen Alternativen zu der Trasse vorzunehmen. Diese Varianten zielen insbesondere darauf ab, die Auswirkungen auf die Umwelt zu verringern und die Belastungen für die Ansiedlung zu berücksichtigen. Nach Einschätzung der Auswirkungen auf die Umwelt der hier identifizierten Varianten wird dasselbe für Punkt D.6. unternommen.

Die Varianten der Abgrenzung sind leichte Varianten der Trasse oder des Umkreises des Gebiets.

Die Varianten der Durchführung betreffen die zusätzlichen Vorschriften oder sonstigen denkbaren Raumordnungsmaßnahmen (siehe Anlage A).

D.5. Einschätzung der voraussichtlichen, bedeutsamen Ein- und Auswirkungen in den verschiedenen Stufen der Verwirklichung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung.

(Entspricht den Punkten 8° und 9° des Artikel 42 Absatz 2 des Gesetzbuches).

In diesem Teil geht es darum, die störenden Komponenten der unter D.4. bestimmten Varianten mit den in den Punkten D.2. und D.3. erwähnten Empfindlichkeiten der Umgebung zu verbinden, um die voraussichtlichen bedeutsamen Ein- und Auswirkungen (kumulative, synergische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und zeitweilige, sowohl positive, als auch negative Nebenwirkungen) auf die Umwelt, sowie auf die Agrar- und Forstaktivität herauszustellen.

Diese Analyse muss in drei Stadien ausgeführt werden:

- die Phase der Installierung der Leitung und der Nebenanlagen;
- die Phase des Betriebs;
- die fernere Phase der Sanierung des Standorts.

Durch diese Analyse wird festgestellt werden können, ob die durch den Vorentwurf (oder durch die untersuchte mögliche Alternative zu der Trasse und deren Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung) vorgeschlagene Raumgestaltung eine Gefahr von bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt in den Nachbarregionen mit sich bringt, im Hinblick auf die eventuelle Anwendung der Bestimmungen des Artikels 43 § 2 des Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 3. Februar 2005 abgeänderten Fassung.

D.5.1. Identifizierung der hauptsächlichen Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt.

Die zu untersuchenden Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt werden in der Anlage D.5. aufgelistet.

Es besteht Anlass, der Sicherheit der Personen besondere Aufmerksamkeit zu schenken.

D.5.2. Vergleich der Varianten.

Erstellung einer synoptischen Tabelle zum Vergleich der verschiedenen Abgrenzungs-/Durchführungsvarianten je nach deren Auswirkungen auf die Umgebung.

D.6. Untersuchung der zu treffenden Maßnahmen, um die negativen Auswirkungen der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten zu verringern.

(Entspricht dem Punkt 10° des Artikel 42, Absatz 2 des Gesetzbuches).

D.6.1. Vorstellung der zu treffenden Maßnahmen.

Es geht darum, die zu treffenden Maßnahmen zu bestimmen, um die negativen Auswirkungen der verschiedenen unter Punkt D. identifizierten Abgrenzungs- oder Durchführungsvarianten zu verringern.

Es kann sich handeln um:

- die Anpassung von Nachbargebietseinteilungen;
- zusätzliche Vorschriften;
- sonstige Raumordnungsmaßnahmen.

D.6.2. Effizienz der Maßnahmen und Einschätzung des (nicht reduzierbaren) Restimpakts jeder Variante.

D.6.3. Vergleich der verschiedenen Varianten.

D.7. Voraussichtliche Entwicklungslage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird (Option Null).

E. Synthese der Einschätzung.

(Entspricht teilweise dem Punkt 11° des Artikel 42 Absatz 2 des Gesetzbuches).

Erstellung einer Vergleichstabelle mit den Vor- und Nachteilen der Lage ohne Durchführung des Plans und der in Punkt D. bestimmten verschiedenen Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten für den Vorentwurf und die in Punkt C. gewählten eventuellen möglichen Alternativen des Standorts.

Kommentare über diese Tabelle, insbesondere hinsichtlich der Einhaltung von Artikel 1 § 1 des Gesetzbuches (*Punkt 2° des Artikels 42 Absatz 2 des Gesetzbuches*) und der Berücksichtigung der unter Punkt A.2.1. identifizierten Ziele des Umweltschutzes (*Punkt 7° partim des Artikels 42 Absatz 2 des Gesetzbuches*), einschließlich der kritischen Analyse der Begründungen des Vorentwurfs.

Diese Synthese wird erlauben müssen, Stellung über die Zweckmäßigkeit einer Abänderung des Plans auf der Grundlage einer wissenschaftlichen Analyse zu nehmen, die gründlicher als diejenige ist, auf welcher sich der Vorentwurf der Revision stützte, und im Falle einer Abänderung, eine mit Artikel 1 § 1 des Gesetzbuches vereinbare Raumgestaltung zu wählen. Sie erlaubt die Billigung der Begründungen des Vorentwurfs, die unter Punkt A.1.3. identifiziert und erläutert wurden.

Durch diese Analyse wird ebenfalls festgestellt werden können, ob die durch den Vorentwurf des Plans oder durch die eventuellen möglichen Alternativen des Standorts, einschließlich deren Varianten für die Abgrenzung und/oder Durchführung vorgeschlagene Raumgestaltung eine Gefahr von bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt in den Nachbarregionen mit sich bringt, im Hinblick auf die eventuelle Anwendung der Bestimmungen des Artikels 43 § 2bis des Gesetzbuches, eingeführt durch das Dekret vom 3. Februar 2005

F. In betracht gezogene massnahmen zur Überwachung der bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt der Durchführung des Vorentwurfs zum Abgeänderten Sektorenplan.

(Punkt 13° des Artikel 42 Absatz 2 des Gesetzbuches).

Ziel ist es, frühzeitig die unvorhergesehenen negativen Auswirkungen zu identifizieren, so dass die geeigneten Berichtigungsmaßnahmen getroffen werden können.

Es geht darum, die bedeutsamen Auswirkungen aufzulisten, Überwachungsindikatoren bezüglich dieser Auswirkungen, ihr Berechnungsverfahren, die verwendeten Daten und deren Quellen, sowie Schwellenwerte vorzuschlagen.

G. Ergänzungen.

G.1. Beschreibung der angetroffenen Schwierigkeiten.

(Punkt 12° des Artikel 42 Absatz 2 des Gesetzbuches)

Es geht darum, die insbesondere bei der Sammlung der Informationen und in den Methoden zur Einschätzung der Bedürfnisse angetroffenen Schwierigkeiten zu erklären.

G.2. Grenzen der Studie.

Es handelt sich um die Punkte der Studie, die in den Umweltverträglichkeitsprüfungen über konkrete Projekte gründlicher untersucht werden müssten.

H. Nicht Technische Zusammenfassung (höchstens 30 Seiten + Abbildungen).

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. März 2007, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme zwecks der Eintragung einer Leitung, eines Reserveumkreises, eines Schutzzumkreises, zweier Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen und der Zweckentfremdung von Wohngebieten mit ländlichem Charakter, durch die neue Flüssigerdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) — Oupeye (Haccourt) — Opwijk — Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme verlegt werden können, angenommen wird (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N) als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 15. März 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage A

Zusätzliche Vorschriften und sonstige Raumordnungsmaßnahmen.

Die in Artikel 23 Absatz 2 2° des Gesetzbuches erwähnten zusätzlichen Vorschriften werden in Artikel 41 bestimmt und können insbesondere Folgendes betreffen:

- 1° genauere Zweckbestimmung der Gebiete;
- 2° Phasierung von deren Nutzung;
- 3° Umkehrbarkeit der Zweckbestimmungen;
- 4° Bau- oder Wohnungsdichte;
- 5° Pflicht zur Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplans vor deren Verwertung;
- 6° Pflicht zur Erstellung einer vorherigen kommunalen Städtebauordnung oder auch jeder anderen Art Vorschrift städtebaulicher Art oder betreffend den Plan.

Die in Artikel 23 Absatz 2 3° des Gesetzbuches erwähnten sonstigen Raumordnungsmaßnahmen betreffen insbesondere:

- die innerhalb und außerhalb der Gelände geplanten Ausrüstungen (Infrastrukturen für den Transport, für Wasser-, Gas-, Stromzuleitung, für Entwässerung/Klärung);
- Vorrichtungen zur Umweltverwaltung und Verringerung der Auswirkungen (Klärstation, Regenauffangbecken,...);
- Maßnahmen zur landwirtschaftlichen Integration.

Anlage D.1.

Störende Komponenten für die Umgebung.

Störende Komponenten im Zusammenhang mit der Mobilisierung oder dem Verbrauch der natürlichen Ressourcen.

- Immobilisation von Boden und Unterboden (Gewinnung von Boden und Unterboden im Verhältnis zu anderen bestehenden und potenziellen menschlichen Aktivitäten);
- Wasserverbrauch.

Störende Komponenten infolge der durch die Aktivitäten entstehenden Abfälle und Emissionen.

- Lärm.
- Feste, flüssige und gasförmige Ausstöße, Abfälle.

Störende Komponenten oder Risiken in Verbindung mit der Lagerung von Produkten.

- Rohstoffe, Prozessstoffe, Produkte, Unterprodukte und Abfälle...

Störende Komponenten in Verbindung mit der Mobilisierung von Infrastrukturen und öffentlichen Einrichtungen innerhalb und außerhalb des Geländes.

- Mobilisierung des Straßennetzes - Verkehr;
- Mobilisierung der Parkflächen;
- Mobilisierung der Leitungsausrüstung, (Berechtigte: Wasser, Strom, Pipeline,...);
- Mobilisierung der Infrastrukturen zur Abwassersammlung und -klärung.

Anlage D.2.

Bestehende Rechtslage.

Es besteht Anlass, insbesondere folgende Elemente hervorzuheben:

- Die vorschriftsmäßigen Umkreise und Raumordnungsgebiete:
 - dezentralisierte Gemeinden und/oder Gemeinden, die eine kommunale Städtebauordnung angenommen haben, Umkreise von kommunalen Raumordnungsplänen, Gemeindekanalisationsplan, Bereiche der Anwendung der allgemeinen Bauordnung für ländliche Gebiete,...
- Territoriale Elemente, die einer besonderen Regelung unterworfen sind:
 - Rechtsstellung der Straßennetze und Verkehrsverbindungen, Rechtsstellung der Wälder und Forste, Autonomes Netz langsamer Wege,....
- Genehmigungsgebiete mit Einschränkung des Zivilrechts:
 - bestehende Parzellierungsgebiete, Umkreise, für die eine Beihilfe des Katastrophenfonds erteilt worden ist, Immobiliengüter, die dem Vorkaufsrecht unterworfen sind, Immobiliengüter, die einer Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken unterworfen sind,...

- Gebiete, die mit der Politik der operativen Planung verbunden sind:
Flurbereinigungsgebiete, Umkreise der städtischen Neubelebung, Stadterneuerungsbereiche, bevorzugte Initiativgebiete,...
- Erbebezogene Umkreise und Gebiete:
unter Schutz gestellte Denkmäler und Landschaften, einschließlich der archäologischen Ausgrabungen, Denkmalerbe von Belgien, bemerkenswerte Bäume und Hecken,...
- Umkreise mit Umwelteinschränkungen;
- Umkreise von landschaftlichem Interesse:
im Sektorenplan eingetragene Abgrenzung der Umkreise von landschaftlichem Interesse.

Anlage D.3.

Bestehende Sachlage.

Biophysischer Lebensraum:

- Luft und Klima (u.a. Windrichtung)
- Oberflächen- und Grundwasser
- Boden und Unterboden (einschließlich Relief und Identifizierung der zu schützenden Vorkommen mit großem wirtschaftlichem oder erbebezogenem Wert)
- Biotope
- Naturrisiken und geotechnische Belastungen, denen das Untersuchungsgebiet unterworfen ist:
- Überschwemmungen;
- Karsterscheinungen;
- bergbauliches Risiko;
- Felssturz;
- Erdbeben;
- seismisches Risiko;
- Umkreise von landschaftlichem Interesse (unter Berücksichtigung der Hauptzüge der Landschaft und der Existenz von bemerkenswerten Ausblicken).

Menschlicher Lebensraum:

- Akustische und Geruchsumgebung;
- Lokalisierung des Wohnbereichs, architektonische städtebauliche und morphologische Struktur der Bausubstanz und der öffentlichen Flächen;
- Kultur- und Naturerbe;
- Landschaft und visuelle Atmosphäre;
- Infrastruktur und Ausrüstungen;
- Langsame Verkehrswege;
- Vorhandensein von Immobiliengütern oder eines geschützten Gebiets;
- Öffentliches Verkehrsmittelnetz und Häufigkeit - Zugänglichkeitskarten.

Menschliche Aktivitäten:

- Art und Eigenschaften der gegenwärtigen und möglichen Aktivitäten (im Rahmen des gegenwärtigen Sektorenplans);
- Empfindliche sozialkulturelle Ausrüstungen;
- Sonstige menschliche Beschäftigungen, die gegen störende Aktivitäten empfindlich sind;
- Landwirtschaftliche Aktivitäten;
- Sonstige wirtschaftliche Aktivitäten.

Anlage D.5.

Auswirkungen auf die Umwelt.

Auswirkungen auf Luft und Klima:

- Eventuelle Störung des Mikroklimas durch hohe Gebäude (fallender Schatten, Turbulenzeffekt am Fuß der hohen Gebäude...);
- Eventueller Beitrag zur Nebelbildung durch Ausstöße von Staub in die Atmosphäre unter günstigen Streuungsbedingungen.

Auswirkungen auf Oberflächen- und Grundwasser:

- Mit der Abdichtung des Bodens durch die Gebäude und Bodenanlagen (Straßen und Parkflächen) verbundene Veränderung des hydrogeologischen Systems der Grundwasserleitschichten und des hydrologischen Systems der Wasserläufe;

- Mit der Ableitung des Regenwassers und des geklärten Abwassers verbundene Veränderung der chemischen, mikrobiologischen Qualität und des Trübungsgrads der Wasserläufe;
- Veränderung des Regimes der Wasserläufe, die auf die Ableitung des Regenwassers und des geklärten Abwassers zurückzuführen sind;
- Risiko einer unfallbedingten Verschmutzung, die insbesondere mit der Lagerung von Produkten oder Abfällen verbunden ist;
- Mögliche Mobilisierung der nahen Wasserressourcen durch Wasserfassung;
- Karstregime und Einstürzen infolge der Absenkung des Grundwassers.

Auswirkungen auf den Boden und den Unterboden:

- Nicht rückgängig zu machende Immobilisierung des Bodens und des Unterbodens infolge des Baus von Gebäuden und der Einrichtungen am Boden durch Straßen und Parkflächen;
- Risiko einer unfallbedingten Verschmutzung des Bodens, die insbesondere mit der Lagerung von Produkten oder Abfällen verbunden ist;
- Karstisches und/oder Bergwerkseinstürzen mit bedeutenden Risiken.

Auswirkungen auf die Fauna und Flora:

- Vernichtung und/oder Zersplitterung der Biotope infolge des Baus von Gebäuden und der Einrichtungen am Boden und der Veränderung des Bodenreliefs;
- Beeinträchtigung der Ökotope durch gasförmige, flüssige oder feste Schadstoffe;
- Störung der Fauna infolge der Aktivitäten (Lärm, Bewegungen, ...);
- Auswirkungen auf die Gebiete mit besonderer Bedeutung für die Umwelt, wie diejenigen, die gemäß den Richtlinien 79/409/EWG (Erhaltung der wildlebenden Vogelarten) und 92/43/EWG (Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen = Natura 2000-Netz) bezeichnet worden sind.

Auswirkungen auf die Gesundheit und Sicherheit des Menschen:

- Mit dem durch die Zunahme des Verkehrs verursachten Lärm verbundene Beschädigung der Gesundheit;
- Mit dem Ausstoßen von Luftschadstoffen verbundene Beschädigung der Gesundheit;
- Mit der Zunahme des Verkehrs von PKW und LKW auf dem Verkehrsnetz verbundene Gefährdung der Sicherheit;
- Schwingungen infolge der Unternehmensprozesse (Siebe, Brecher, Zerkleinerer...).

Auswirkungen auf die Annehmlichkeit der Lebensbedingungen:

- Beeinträchtigung der Geruchsumgebung durch das Ausstoßen von gasförmigen Schadstoffen oder von Abfällen;
- Beeinträchtigung der akustischen Umgebung durch laute Aktivitäten und die Zunahme des Verkehrs;
- Beeinträchtigung der optischen Qualität infolge der Baukörperform oder der architektonischen und städtebaulichen Komposition der zukünftigen Gebäude, sowie der wahrscheinlichen Veränderung des Bodenreliefs für deren Bau.

Auswirkungen auf die Sach- und Erbgüter:

- Schädigung der Immobilien-Erbgüter durch atmosphärische Ausstöße aus bestimmten verschmutzenden Industrien;
- Schädigung von eventuellen archäologischen Stätten.

Auswirkungen auf die Mobilität, das Verkehrsnetz und die Infrastrukturen:

- Modale Verkehrsverteilung;
- Ungeeignete Mobilisierung der Straßeninfrastrukturen mit Auswirkungen auf den Verkehrsfluss;
- Störung durch eine ungeeignete Belastung für die Dauerhaftigkeit des Wasserklärungsnetzes;
- Überbelastung der Strom-, Gas- und Kommunikationsnetze.

Auswirkungen auf die Aktivitäten:

- Auswirkungen auf die auf dem Gelände des Vorentwurfs bereits bestehenden primären Aktivitäten (Land-, Forstwirtschaft) infolge der Mobilisierung der Ressource Boden und Unterboden;
- Auswirkungen auf bestimmte Bodennutzungen und ständige oder gelegentliche empfindliche Aktivitäten (Aufenthalte, Tourismus...), die mit eventuellen Lärm- und Geruchsbelästigungen verbunden sind.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1670

[2007/201282]

15 MAART 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm en tot goedkeuring van het voorontwerp van herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm met het oog op de opneming van een leiding, een reserveringsomtrek, een beschermingsomtrek, twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen en de onttrekking aan hun bestemming van woongebieden met een landelijk karakter om de aanleg mogelijk te maken van nieuwe leidingen voor vloeibaar aardgas langs het VTN-tracé Raeren (Eynatten) — Oupeye (Haccourt) — Opwijk — Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N)

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 22, 23, 25, 28, 37, 40 en 41 tot 46;

Gelet op de koninklijke besluiten van 23 januari 1979 en 20 november 1981 en op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 november 1987 tot vaststelling van de gewestplannen Verviers-Eupen, Hoi-Borgworm en Luik;

Gelet op de aanvraag ingediend door FLUXYS in maart 2006, ertoe strekkende de leiding "Vervoersnet - Uitbreiding" (VTN)-1 Raeren (Eynatten) — Oupeye (Haccourt) — Opwijk uit te breiden met een nieuwe VTN-2-leiding voor het vervoer van rijk vloeibaar aardgas, met een nominale diameter van 1200 mm en een lengte van 41 kilometer in het Waalse Gewest;

Gelet op de omvang van de aardgasreserves van de Russische Federatie;

Overwegende dat de vraag naar Russisch gas in het Verenigd Koninkrijk meer dan waarschijnlijk zal toenemen;

Overwegende dat het tracé Oost (Eynatten) — Noord-West (Zeebrugge) een as is die tot een dergelijke doorvoer bijdraagt;

Gelet op de voorname rol van de Hub van Zeebrugge op de internationale korte-termijnmarkt voor aardgas;

Overwegende dat de twee ingangspunten door de aansluiting op de leidingen TENP van Ruhrigas en WEDAL van Wingas strategische verbindingpunten zijn voor de bronnen van Russisch aardgas;

Overwegende dat die as andere types doorvoerkeer mogelijk maakt, in het bijzonder dankzij de koppeling aan het Nederlands net Gastransport Services via het strategische verbindingpunt van Zelzate;

Overwegende dat de versterking van een dergelijke as voor toevoer van vloeibaar aardgas ertoe bijdraagt de centrale positie van België in die aangelegenheid te verstevigen;

Overwegende dat de Belgische vraag naar aardgas volgens een modellisering van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas gemiddeld met ongeveer 3 % per jaar zal toenemen tegen 2014;

Overwegende dat het relatieve belang van Eynatten voor de bevoorrading van de Belgische markt met vloeibaar aardgas volgens die vooruitzichten tussen 2004 en 2014 van 7 naar 17 % zou springen;

Overwegende dat de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie waarschijnlijk zal bijdragen tot een verhoging van de binnenlandse vraag naar aardgas voor de elektriciteitsproductie;

Overwegende dat de binnenlandse vraag naar rijk aardgas eveneens zou moeten toenemen, rekening houdend meer bepaald met de wil om de klanten geleidelijk van arm gas over te laten schakelen op rijk gas;

Overwegende dat op de capaciteiten van VTN-1 (8 tot 10 miljard m³ per jaar) helemaal is ingeschreven door shippers voor de lange-termijndoortvoer en dat reeds gedeeltelijk is ingeschreven op de capaciteiten van het VTN-2-project voor de lange-termijndoortvoer Eynatten-Zeebrugge;

Overwegende dat het daarnaast noodzakelijk is een capaciteit ter grootte van 3 tot 4 miljard m³ per jaar te waarborgen voor de bevoorrading van de Belgische markt vanuit Eynatten;

Overwegende dat het, om de verder bijkomende capaciteit aan te kunnen, nodig zal zijn de leiding te verlengen vanaf Opwijk richting Zeebrugge;

Overwegende dat de ingangscapaciteit in Eynatten met de volledige aanleg van de VTN-2-leiding tot in Zeebrugge ongeveer 18 miljard m³ per jaar zal bereiken, wat de behoeften zou moeten dekken tot na het jaar 2020;

Overwegende dat het tot een verdubbeling van de totale capaciteit voor het vervoer van aardgas van het Oosten naar het Noord-Westen zou komen;

Overwegende dat de aanleg van een tweede leiding de veiligheid van de doorvoer en de bevoorrading zou kunnen waarborgen door in een oplossing te voorzien bij een tijdelijk oponthoud wegens onderhoudswerken of een technisch incident aan de eerste VTN-1-leiding;

Overwegende dat de aanleg van een tweede leiding een soepeler vervoer van gas van verschillende kwaliteit mogelijk zal maken;

Overwegende dat de verhoging van het vervoerde volume bij zal dragen tot een verlaging van de aardgasprijs in België;

Overwegende dat die investering de operationale opslag voor de binnenlandse markt zal kunnen verhogen;

Overwegende dat de VTN-1-leiding niet alleen bijdraagt tot het internationale gasvervoer, maar eveneens tot de versterking van de bevoorradingcapaciteit van de Belgische en de Waalse markt dankzij de aframes die plaatsvinden in Berneau, Zomergem en Wachtebeke;

Gelet op de bestaande koppeling tussen VTN-1 en het openbare verdelingsnet van ALG, de leidingen naar Verviers, de provincie Luxemburg en de toevoeras SEGEO;

Gelet op de voorziene koppelingen tussen VTN-1 en het VTN-2-project;

Overwegende dat die versterking, dankzij de belangrijke vertakking van ons vervoersnet van aardgas, een duidelijke troef is om de veiligheid van de bevoorrading te vrijwaren;

Overwegende dat de investering volgens operator Fluxys tussen 350 en 400 miljoen euro zou schommelen;

Overwegende dat die vennootschap reeds in juni 2005 een "Informatie Memorandum" opgezet heeft om naar de belangstelling van de markt voor de reservering van doorvoercapaciteit op lange termijn op die as te peilen;

Overwegende dat de vaste inschrijvingen tot op heden voldoen om de investering in de aanleg van een nieuwe leiding te verantwoorden;

Gelet op de gesprekken tussen Fluxys en de gasleveranciers;

Overwegende dat het VTN-2-project opgenomen is in de lijst "Trans-European Energy Networks"-projecten, goedgekeurd op 17 juli 2006 door het Europese Parlement;

Gelet op het belang voor de Europese Unie, België en het Waalse Gewest om hun portefeuille in de import van energie te diversifiëren;

Overwegende dat de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas aanbeveelt om initiatieven te nemen om een grotere hoeveelheid aardgas via het oosten van het land in te voeren;

Overwegende dat het overeenkomstig de aanbevelingen van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas aangewezen is om een voldoende beschikbare capaciteit te waarborgen zowel voor de doorvoer als voor het binnenlandse vervoer van aardgas;

Overwegende dat de voor de Belgische markt beschikbare vervoerscapaciteit gelijk is aan de bruikbare ingangscapaciteit, verminderd met de vervoerscapaciteit waarop voor de doorvoer ingeschreven is;

Overwegende dat het in het bijzonder aangewezen is een voldoende binnenlandse vervoerscapaciteit voor te behouden om de leveranciers van aardgas in staat te stellen om aan de groeiende vraag tegemoet te komen door hun klanten tegen competitieve prijzen te bevoorraden;

Overwegende dat het bijgevolg eveneens aangewezen is om de capaciteit waarop voor de doorvoer ingeschreven is te beperken en dat de vervoersoperator Fluxys bijstandsovereenkomsten aangaat met de doorvoerbevrachters;

Overwegende dat aardgas, per geleverde warmtehoeveelheid, het minst vervuilend is (emissies van SO_x , NO_x , deeltjes,...) en minder koolstofdioxide uitstoot dan alle andere niet-hernieuwbare energieën, ongeacht of het om stookolie of steenkool gaat;

Gelet op het bestaan van de aardgasleiding Oost-Noord-West VTN-1 Eynatten — Zeebrugge, in dienst genomen in 1998;

Overwegende dat het tracé van die leiding gekozen is om de milieuhinder en de moeilijkheden in de aanleg en het gebruik ervan maximaal te beperken;

Overwegende dat het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999, bepaalt dat nieuwe gasleidingen zo dicht mogelijk bij de bestaande infrastructuren aangelegd moeten worden en dat die samenbrenging in overeenstemming moet gebeuren met de wettelijke en de veiligheidsnormen;

Overwegende dat een ligging van een nieuwe leiding langs een bestaand tracé a priori de beste ligging is vanuit het oogpunt van de ruimtelijke ordening, om zoveel mogelijk de druk op de ligging van de andere functies van het grondgebied te beperken;

Overwegende dat de plaatsing van de leiding parallel aan de eerste leiding eveneens de meest geschikte oplossing is voor de uitbater, meer bepaald om de bewaking makkelijker te maken;

Overwegende dat dat tracé een voldoende afstand in acht dient te nemen tussen beide leidingen om elk veiligheidsprobleem te voorkomen;

Overwegende dat alle maatregelen getroffen worden sinds het ongeluk in Gellingen om de veiligheid van de omwonenden van gasleidingen te versterken;

Gelet op het preventiebeleid inzake de schade veroorzaakt bij graafwerken, en meer bepaald op het Federaal kabel- en leidinginformatiemeldpunt;

Gelet op de evaluatienota inzake milieueffecten van het VTN-1-project, uitgevoerd door Tractebel consulting in 1995;

Overwegende dat het tracé door gebieden voert bestemd voor bebouwing, namelijk 700 meter woongebied met een landelijk karakter, 775 meter industriële bedrijfsruimte, 1760 meter gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat en 500 meter ontginningsgebied;

Overwegende dat ongeveer 70 gebouwen gevestigd zijn op minder dan 50 meter van het tracé;

Overwegende dat het huidige tracé van het VTN-2-project door Natura 2000-gebieden loopt: "Vallée de la Gueule en aval de Kelmis", "Vallée de la Gueule en amont de Kelmis", "Basse vallée du Geer" en "Basse Meuse et Meuse mitoyenne" over een totale lengte van 2 600 meter;

Gelet op het advies van 22 augustus 2006 van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu waarbij verzocht wordt een nauwkeurige biologische inventaris op te maken en waarbij erop gewezen wordt dat, afhankelijk van de resultaten van dat onderzoek, er eventueel compenserende en verzachtende maatregelen getroffen dienen te worden;

Overwegende dat er een effectenonderzoek voor een gewestplan uitgevoerd moet worden;

Overwegende dat een nauwkeurige biologische inventaris van de Natura 2000-gebieden waardoor de leiding zal lopen, uitgevoerd zal worden in het kader van het effectenonderzoek voor een gewestplan;

Overwegende dat de VTN-2-leiding, net als de VTN-1, via het grenspunt, het meetstation Raeren (Eynatten), het station Raeren (Hauset), het compressiestation Dalhem (Berneau) en de knoop Oupeye (Haccourt) zal lopen;

Overwegende dat het meetstation Raeren (Eynatten) versterkt zal moeten worden en dat het bijgevolg aangewezen is de gronden gelegen rond het bestaande station, met een oppervlakte van 0,7 ha bosgebied en 1,1 ha landbouwgebied, en de uitbreiding ervan, met een oppervlakte van 1,3 ha landbouwgebied en 0,3 ha woongebied met een landelijk karakter, op te nemen als gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen;

Overwegende dat de meest geschikte bestemming voor het meetstation Dalhem (Berneau) en voor de mogelijke Noord-Westuitbreiding ervan het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen is in plaats van de industriële bedrijfsruimte van 9,0 ha;

Overwegende dat het effectenonderzoek voor een gewestplan meer bepaald zal moeten oordelen of het behoud van de mogelijkheid tot Noord-Westuitbreiding van het meetstation Dalhem (Berneau) geschikt is;

Overwegende dat het aangewezen is die beide gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen voor te behouden voor de technische uitrustingen voor het beheer van de stromen vloeibaar gas;

Overwegende dat 0,2 ha woongebied met een landelijk karakter op het grondgebied van Wezet, 1,5 en 0,3 ha op het grondgebied van Oupeye en 0,5 ha op het grondgebied van Juprelle feitelijk niet bebouwbaar zijn aangezien de leiding VTN-1 en het project voor de VTN-2-leiding er dwars doorheen lopen en dat voor de gebieden in Wezet en Oupeye de bestemming als groengebied het meest geschikt is, rekening houdend met hun integratie in het woongebied, en de bestemming als landbouwgebied voor het gebied in Juprelle rekening houdend met de bezetting ervan door de landbouw en de nabijheid van het landbouwgebied;

Gelet op artikel 46, § 1, lid 2, 3^o, van het Wetboek dat het volgende bepaalt: "De opnemings van een nieuw bebouwingsgebied wordt gecompenseerd door een gelijkwaardige wijziging van een bestaand bebouwingsgebied in een niet-bebouwingsgebied of door een alternatieve compensatie bepaald door de Regering.";

Overwegende dat de onttrekking van 2,5 ha woongebied met een landelijk karakter aan zijn bestemming de opnemings van 3,1 ha nieuw gebied voor bebouwing gedeeltelijk compenseert;

Overwegende dat de bij artikel 183 van het Wetboek bedoelde stijging van het Fonds voor daadwerkelijke ruimtelijke ordening door de maatschappij Fluxys de alternatieve compensatie vormt voor de 0,6 ha van de nog te compenseren restoppervlakte;

Overwegende dat de raming van het te storten bedrag overeenstemt met het waardeverschil van een grond van 0,6 ha gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen ten opzichte van de bestemming ervan als landbouwgebied;

Overwegende dat het Aankoopcomité Luik aangesproken zal worden om dat bedrag te ramen;

Overwegende dat de vordering van de gasmarkt de noodzaak op middellange termijn niet uitsluit (na 2020) om een derde leiding aan te leggen naast VTN-1 en het VTN-2-project;

Overwegende dat het reeds nu aangewezen is om voldoende ruimte van minimum 5 meter aan weerskanten van het tracé-ontwerp voor te behouden om mogelijks een derde leiding aan te leggen;

Overwegende dat de tweede leiding op het merendeel van het tracé op ongeveer 8 meter aan de ene kant van VTN-1 zou moeten liggen en dat de eventuele derde leiding aan de andere kant ervan zou moeten liggen, op ongeveer 8 meter van VTN-1, of aan dezelfde kant op ongeveer 17 meter van VTN-1;

Overwegende dat het daarnaast noodzakelijk is om minstens 5 meter aan weerskanten van de tracé-ontwerpen voor te behouden om hun aanleg te mogelijk te maken;

Overwegende dat het dus, om de aanleg van de VTN-2-leiding en eventuele andere leidingen mogelijk te maken, aangewezen is een reserveringsomtrek van 25 meter op te nemen aan weerskanten van de VTN-1-leiding;

Overwegende dat het effectenonderzoek voor een gewestplan er meer bepaald toe zal strekken het nauwkeurige tracé te onderzoeken van VTN-2 en eventueel VTN-3, meer bepaald op grond van technische elementen die Fluxys moet bezorgen;

Overwegende dat het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium vereist dat het gewestplan beschermingsomtrekken inhoudt voor de ondergrondse vervoersnetten voor vloeistoffen en energie waar enkel de handelingen en werken van algemene nutte of erop betrekking hebbende toegelaten kunnen worden;

Overwegende dat die beschermingsomtrek overeenstemt met het begrip reserveringsomtrek in de zin van het koninklijk besluit van 24 januari 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen;

Overwegende dat de breedte van de beschermingsomtrek van een tracé niet leesbaar is op de schaal van opmaking en bekendmaking van het gewestplan; dat een beschermingsomtrek per definitie niet opgenomen kan worden op projecten voor leidingen waarvan het tracé op dit ogenblik niet nauwkeurig en definitief vastligt; dat de beschermingsomtrek in de reserveringsomtrek opgenomen is; dat hij niet grafisch op het gewestplan aangebracht moet worden; dat evenwel in de beschermingsomtrek voorzien moet worden met inachtneming van de letterlijke voorschriften van dit besluit;

Overwegende dat de bestaande VTN-1-leiding niet in het gewestplan opgenomen is;

Overwegende dat de afbeelding op het gewestplan van de bestaande leiding de leesbaarheid van het plan verbetert in die zin dat men daardoor de aard van de infrastructuur die de reserveringsomtrek vormt, kan kennen; dat de opnemings van de vier mogelijke tracés het plan weinig leesbaar zou maken;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. De Regering beslist tot de herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoei-Borgworm om de aanleg van een tweede leiding voor vloeibaar aardgas mogelijk te maken volgens het tracé VTN Raeren (Eynatten) — Oupeye (Haccourt) — Opwijk — Zeebrugge.

Art. 2. Zij neemt het voorontwerp van herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoei-Borgworm aan (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N) die overeenkomstig de kaart in bijlage de opnemings omvat :

— van het tracé van een bestaande leiding en een reserveringsomtrek op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm;

— van een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, gemerkt met de overdruk * R.1.7 op het grondgebied van de gemeente Raeren (Eynatten);

— van een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, gemerkt met de overdruk * R.1.7 op het grondgebied van de gemeente Dalhem (Berneau);

— van een groengebied op het grondgebied van de gemeente Wezet;

— van twee groengebieden op het grondgebied van de gemeente Oupeye;

— van een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Juprelle.

Art. 3. De gebieden gemerkt met de overdruk * R.1.7 worden voorbehouden voor de technische uitrustingen voor het beheer van de stroom vloeibaar gas.

Art. 4. De leidingen voor het vervoer van aardgas waarvan dit voorontwerp voorziet in de vestiging omvatten een beschermingsomtrek in de zin van artikel 23, lid 1, 3^o, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Die beschermingsomtrek stemt overeen met het reserveringsgebied bepaald bij het koninklijk besluit van 24 januari 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen.

Art. 5. De Regering belast de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling ermee, de ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek voor een gewestplan uit te werken, hem ter advies voor te leggen aan de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) en aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) en het haar nadien opnieuw voor te leggen voor aanneming ervan.

Art. 6. De Regering belast de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling ermee een aanvraag tot raming van de meerwaarde voortvloeiend uit een verandering van de bestemming van landbouwgebied naar gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen door het Aankoopcomité Luik bij het Ministerie van Financiën in te dienen.

Namen, 15 mei 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage 1 bij het bestek

Voorontwerp van herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm met het oog op de opnemings van een leiding, een reserveringsomtrek, een beschermingsomtrek, twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen en de onttrekking aan hun bestemming van woongebieden met een landelijk karakter om de aanleg mogelijk te maken van nieuwe leidingen voor vloeibaar aardgas langs het VTN-tracé Raeren (Eynatten) — Oupeye (Haccourt) — Opwijk — Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N).

Inhoud van het effectenonderzoek.

1. Het voorontwerp van herziening van de gewestplannen Verviers — Eupen, Luik en Hoi — Borgworm (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N), aangenomen bij het besluit van de Waalse Regering van..., omvat de opnemings :

- van het tracé van een bestaande leiding en een reserveringsomtrek op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm;
- van een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, gemerkt met de overdruk * R.1.7 op het grondgebied van de gemeente Raeren (Eynatten);
- van een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, gemerkt met de overdruk * R.1.7 op het grondgebied van de gemeente Dalhem (Berneau);
- van een groengebied op het grondgebied van de gemeente Wezet;
- van twee groengebieden op het grondgebied van de gemeente Oupeye;
- van een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Juprelle.

De gebieden gemerkt met de overdruk * R.1.7 worden voorbehouden voor de technische uitrustingen voor het beheer van de stroom vloeibaar gas.

De leidingen voor het vervoer van aardgas waarvan dit voorontwerp voorziet in de vestiging omvatten bovendien een beschermingsomtrek in de zin van artikel 23, lid 1, 3°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Die beschermingsomtrek stemt overeen met het reserveringsgebied bepaald bij het koninklijk besluit van 24 januari 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen.

Ten slotte omvat hij een voorstel tot alternatieve compensatie van geldelijke aard. Daartoe belast de Regering de Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ontwikkeling ermee een aanvraag tot raming van de meerwaarde voortvloeiend uit een verandering van de bestemming van landbouwgebied naar een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen door het Aankoopcomité Luik bij de Minister van Financiën in te dienen.

2. Omvang van het effectenonderzoek en nauwkeurighedsgraad van de gegevens (artikel 42, lid 2, van het WWROSP).

2.1. Omvang.

De opnemings van drie groengebieden en een landbouwgebied als planologische compensatie voor de opnemings van het nieuwe gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen voorbehouden voor de technische uitrustingen voor het beheer van de stroom vloeibaar gas (artikel 46, § 1, lid 2, 3° van het WWROSP) strekt er toe bebouwbare gebieden niet te ontsluiten die opgenomen zijn in de vigerende gewestplannen en de feitelijke toestand in stand te houden.

De omschakeling van de industriële bedrijfsruimte Dalhem (Berneau) naar een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen voorbehouden voor de technische uitrustingen voor het beheer van de stroom vloeibaar gas vormt een eenvoudige aanpassing van het gewestplan aan de feitelijke bestemming van het zuidelijk en oostelijk deel van het gebied.

Hetzelfde geldt voor het noordelijk deel van het ontwerp van het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen van Raeren (Eynatten).

Die gegevens zijn niet van die aard dat ze een niet-verwaarloosbaar effect op het leefmilieu zouden kunnen hebben. Hetzelfde geldt voor de financiële, alternatieve compensatie. Het is dus niet noodzakelijk dat daarvoor een milieu-effectenbeoordeling opgesteld wordt. Er wordt daarvoor bijgevolg enkel een geschiktheidsanalyse uitgevoerd.

De milieu-effectenbeoordeling zal dus betrekking hebben op :

- de opnemings van het tracé van een bestaande leiding en een reserveringsomtrek op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm;
- de opnemings van het noordwestelijk deel die de uitbreiding mogelijk maakt van het huidige station, van een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, gemerkt met de overdruk * R.1.7 op het grondgebied van de gemeente Dalhem (Berneau);
- de opnemings van het zuidelijk deel die de uitbreiding mogelijk maakt van het huidige station, van een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, gemerkt met de overdruk * R.1.7 op het grondgebied van de gemeente Raeren (Eynatten).

2.2. Nauwkeurigheidsgraad van de gegevens.

Het hieronder overwogen bestek is een standaarddocument waarvan de precisiegraad geacht wordt voldoende te zijn wat betreft artikel 42 van het Wetboek.

Het onderzoek naar de menselijke, sociaal-economische en milieueigenschappen wordt verricht op de schaal van het algemene grondgebied (punt C.2.) en op microgeografische schaal van het onderzochte grondgebied in termen van kwetsbare milieu- en drukfactoren (punt D).

Ten slotte worden de wijzigingsfactoren van de omgeving en de bestanddelen die de feitelijke en de rechtstoestand vormen, in de bijlage geïnventariseerd; in dat geval moeten de auteurs van het milieueffectenonderzoek slechts de relevante factoren in overweging nemen.

Er wordt bijzondere aandacht besteed aan het probleem van de veiligheid van de personen.

Fase I. — Analyse van het grondgebied wat betreft de geschiktheid en de ligging van het wijzigingsvoorontwerp van plan.

A. Omschrijving en analyse van het doel, van de doelstellingen en motiveringen van het wijzigingsvoorontwerp van plan.

A.1. Omschrijving.

Hier moeten alleen het doel, de doelstellingen en de motiveringen van de Waalse Regering zoals ze worden vermeld in het besluit tot goedkeuring van het wijzigingsvoorontwerp van plan en zonder kritische analyse omschreven en bepaald worden.

(Stemt overeen met punt 1° partim van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek 2 van het Wetboek).

A.1.1. Doel van de herziening.

Omschrijving van de in het gewestplan aangebrachte wijziging (bestemmingsgebieden, hoofdzakelijke infrastructuur en omtrekken) en de daaraan gebonden cartografie.

Omschrijving van de bijkomende voorschriften (artikel 23, tweede lid, 2°) en andere inrichtingsmaatregelen (artikel 2°, tweede lid, 3°) bedoeld in het voorontwerp (zie bijlage A), met inbegrip van de voorgestelde alternatieve compensaties.

A.1.2. Identificatie en explicatie van de doelstellingen van het voorontwerp.

Onder doelstellingen van het voorontwerp worden verstaan de doelstellingen die de Waalse Regering nastreeft door het wijzigingsvoorontwerp van het gewestplan.

A.1.3. Identificatie en explicatie van de motiveringen van het voorontwerp.

Onder motiveringen van het voorontwerp worden verstaan de redenen waarvoor de opmaking van het voorontwerp door de Waalse Regering als noodzakelijk beschouwd wordt respectievelijk noodzakelijk is voor de realisatie van de doelstellingen.

A.2. Analyse.

Doel is hier over te gaan tot een eerste analyse van de coherentie van de doelstellingen van het wijzigingsvoorontwerp van het gewestplan ten opzichte van de gewestelijke opties.

Op te merken valt dat de kritische analyse van de motiveringen van het voorontwerp in dit stadium onmogelijk is. Ze zal worden gevoerd als algemene conclusie (punt E) wanneer alle beoordelingselementen beschikbaar zullen zijn.

A.2.1. Onderzoek van de overeenstemming van de doelstellingen van het voorontwerp met de gewestelijke opties.

Hier moet worden nagegaan of de doelstellingen van het voorontwerp verenigbaar zijn met de in de gewestelijke oriëntatiedocumenten voorgestelde opties :

- het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan : project van ruimtelijke structuren en inrichtingsprincipen;
- het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling;
- de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië;
- de gewestelijke beleidsverklaring...

Dit punt legt een verband tussen het voorontwerp van plan en de andere relevante plannen en programma's (artikel 42, tweede lid, 1° partim van het Wetboek) en identificeert de relevante doelstellingen van de milieubescherming ten opzichte van het voorontwerp (artikel 42, tweede lid, 7° partim van het Wetboek).

A.2.2. Validering van het type zoning/infrastructuur opgenomen in het voorontwerp.

Er moet worden nagegaan of het type gebied of infrastructuur opgenomen in het voorontwerp aangepast is aan de door de Waalse Regering nagestreefde doelstellingen.

A.2.3. Onderzoek van de overeenstemming van het voorontwerp met de vigerende reglementeringen.

Er moet worden nagegaan of het voorontwerp met de vigerende reglementeringen en in het bijzonder artikel 46 van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium overeenstemt.

A.2.4. Synthese.

Het benadrukken van de doelstellingen van het voorontwerp ten opzichte van hun verenigbaarheid met de gewestelijke uitdagingen en conclusies over het referentiegrondgebied.

B. Verantwoording van de noodzaak om een nieuwe aardgasleiding aan te leggen (en verwante installaties op te richten).

De gebruikte methode wordt telkens als het nodig is, omschreven. *(Beantwoordt aan punt 12° van art. 42, tweede lid, van het Wetboek).*

B.1. Perspectieven in de evolutie van de vraag naar vervoer van aardgas (doorvoer en binnenlandse vraag, uitbreiding van de vraag naar energie en wijziging van de marktaandeelen, inoverwegingname van milieuoverwegingen,...).

B.2. Rol van de nieuwe leiding in het vervoersnet op verschillende relevante schalen (Europees, federaal, gewestelijk en zelfs plaatselijk).

B.3. Bewijsvoering inzake de onmogelijkheid (of de mogelijkheid) om tegemoet te komen aan de doelstellingen aangeduid onder A.1.2. zonder aanleg van een nieuwe aardgasleiding (nuloptie).

C. Reflectie over de inrichting van potentiële liggingsalternatieven (en de bepaling van de ligging van de verwante installaties).

(Stemt gedeeltelijk overeen met punt 11° van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek - zie ook fase D en E).

De gebruikte methode wordt telkens als het nodig is, omschreven. *(beantwoordt aan punt 12° van art. 42, tweede lid, van het Wetboek).*

C.1. Afbakening van de relevante grondgebiedscontext voor het zoeken naar potentiële tracé-alternatieven (en naar de bepaling van de ligging van de verwante installaties) in functie van de doelstellingen aangeduid onder A.1.2.

(Punt 5° van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek) (punt 6° partim van artikel 42, lid 2, van het Wetboek).

C.2. Analyse van de grondgebiedscontext bepaald onder C.1.

Op "meso"-niveau worden de menselijke, de sociaal-economische en leefmilieukennmerken van het grondgebied, in overweging genomen onder C.1., bepaald. De nadruk wordt gelegd op zijn potentialiteiten (troeven en opportuniteiten) en drukfactoren (zwakheden en bedreigingen) voor de opnemings van de nieuwe gasleiding.

(Stemt overeen met punt 3° partim van artikel 42, tweede lid van het Wetboek).

Een bijzondere aandacht zal worden besteed aan de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EG en 92/43/EG.

C.3. Identificatie van de potentiële alternatieven voor het tracé (en voor de ligging van de verwante installaties) in functie van de doelstellingen aangeduid onder C.1. en met inachtneming van de doelstellingen aangeduid onder A.1.2.

Als het studie bureau van mening is dat het zoeken naar liggingsvarianten niet gerechtvaardigd is, moet het zijn positie ernstig motiveren.

C.4. Identificatie van de alternatieven voor de ligging van de verwante installaties in functie van de analyse uitgevoerd onder C.1. en met inachtneming van de doelstellingen aangeduid onder A.1.2.

Als het studie bureau van mening is dat het zoeken naar liggingsvarianten niet gerechtvaardigd is, moet het zijn positie ernstig motiveren.

C.5. Bewijsvoering inzake de geschiktheid van de gekozen planologische compensaties en de relevantie van hun ligging.

Afronding van fase I :

Verantwoording van het voorontwerp t.o.v. artikel 1, § 1, van het Wetboek.

Doel van die conclusie is, een eerste kritische conclusie te formuleren over het voorontwerp van plan ter zake van de geschiktheid ervan en van het gekozen tracé.

Het voorontwerp en de eventuele alternatieve tracés worden nauwgezet getoetst aan alle analysecriteria die artikel 1, § 1, impliceert, namelijk :

- de duurzame tegemoetkoming aan de sociaal-economische behoeften;
- het spaarzame gebruik van de bodem en diens rijkdommen;
- het kwalitatief beheer van de leefomgeving;
- de vrijwaring en de ontwikkeling van het cultureel, het natuurlijk en het landschappelijk erfgoed.

Fase II. — Milieu-effectengeoordeling.

D. Validering van de afbakening en van de ontsluiting.

Op microschaal dienen het tracé, de afbakening van de gebieden en de ontsluitingsvoorwaarden verfijnd te worden zowel voor het voorontwerp als voor elk potentieel alternatief van het tracé ten gevolge van de gedetailleerde analyse van de studieomtrek. Als verschillende liggingsvarianten voor het tracé aan het einde van punt C in overweging worden genomen, moet punt D herhaald worden voor elk van de liggingsvarianten. De studieomtrek is het gebied dat bij het voorontwerp of een variant voor het tracé betrokken zou kunnen zijn of dat drukfactoren zou kunnen vertonen voor de geplande aanleg. Hij kan dus verschillend zijn naar gelang van het overwogen element van de bestaande toestand aangezien hij afhankelijk is van de aard van het overwogen omgevingsmoment (min of meer gevoelig voor de aan het project inherente wijzigingsfactoren van de omgeving) of van de overwogen drukfactor.

(Stemt gedeeltelijk overeen met punt 11° van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek - zie ook punten C en E)

D.0. Omschrijving van de gekozen methode *(beantwoordt aan punt 12° van artikel 42, lid 2, van het Wetboek).*

D.1. Identificatie van de aan het project inherente wijzigingsfactoren van de omgeving.

De componenten van het project die de omgeving zouden kunnen storen, worden geïdentificeerd en gerangschikt (volgens 3 graden bij voorbeeld : hoge, gemiddelde en kleine verstoring) volgens de omvang van deze storingen in drie stadia :

- de aanlegfase van de leiding en de verwante installaties;
- de werkingsfase;
- de meest in de toekomst gelegen saneringsfase van de site.

De te onderzoeken storende componenten van de omgeving worden in bijlage D.1 vermeld zonder volledigheid na te streven. Er wordt bijzondere aandacht besteed aan het probleem van de veiligheid van de personen.

D.2. Omschrijving van de bestaande rechtstoestand.

De in overweging te nemen elementen van de bestaande rechtstoestand zijn degene die *(punt 42 van artikel 2, tweede lid, van het Wetboek)* drukfactoren vormen voor de geplande aanleg.

Ze moeten het voorwerp uitmaken van een cartografie.

Een bijzondere aandacht zal worden besteed aan de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/40/EG en 92/43/EG. *(punt 5° van artikel 42, tweede lid van het Wetboek).*

Bijlage D.2. stelt een onvolledige inhoud van een bestaande rechtstoestand voor.

D.3. Omschrijving van de bestaande feitelijke toestand.

De elementen van de bestaande feitelijke toestand die in overweging genomen moeten worden zijn degene die de gevolgen dreigen te ondergaan van de wijzigingsfactoren van het leefmilieu zoals opgesomd in D.1. die als "kwetsbare leefmilieufactoren" bekend zijn (punt 4° van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek) of die drukfactoren op de voorziene aanleg uitmaken. Ze moeten het voorwerp uitmaken van een cartografie.

Een bijzondere aandacht zal worden besteed aan de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/40/EG en 92/43/EG. *(punt 5° van artikel 42, tweede lid van het Wetboek).*

Bijlage D.3. stelt een onvolledige inhoud van een bestaande rechtstoestand voor.

D.4. Voorstelling van de afbakings- en uitvoeringsvarianten.

Doel is vanuit de in D.2. en D.3. bepaalde kwetsbare en drukfactoren over te gaan tot een eerste identificatie van afbakings- of ontsluitingsvarianten van het voorontwerp en, in voorkomend geval, van de aan het einde van punt C overwogen liggingsvarianten. De varianten hebben met name als doel de milieueffecten te beperken en de liggingsverplichtingen in aanmerking te nemen. Een gelijkwaardige denkoefening zal in punt D.6. uitgevoerd worden na beoordeling van de milieueffecten van de hier geïdentificeerde varianten.

De afbakingsvarianten zijn kleine wisseloplossingen voor de omtrek van de gebieden.

De ontsluitingsvarianten omvatten de bijkomende voorschriften of de andere denkbare inrichtingsmaatregelen (zie bijlage A).

D.5. Beoordeling van de waarschijnlijke niet-verwaarloosbare effecten bij de verschillende stappen voor de uitvoering van de afbakings- en ontsluitingsvarianten.

(Stemt overeen met de punten 8^o en 9^o van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek).

Doel is de storende componenten van de in punt D.4. bepaalde varianten in verband te brengen met de in D.2. en D.3. bedoelde kwetsbare factoren van de omgeving om de waarschijnlijke niet-verwaarloosbare effecten (cumulatieve secundaire synergetische, korte-, middelange- en langetermijneffecten, permanente en tijdelijke zowel positieve als negatieve effecten) op het leefmilieu alsmede op de landbouw- en bosactiviteit duidelijk te maken.

Deze analyse moet in drie stadia gevoerd worden :

- de aanlegfase van de leiding en de verwante installaties;
- de werkingsfase;
- de meest in de toekomst gelegen saneringsfase van de site.

Met deze analyse moet worden vastgesteld of de in het voorontwerp (of in het potentiële alternatief voor het onderzochte tracé en zijn afbakingsvarianten of de ontsluiting) voorgestelde inrichting belangrijke effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu van de aangrenzende Gewesten met het oog op de eventuele toepassing van de bepalingen van artikel 43, § 2, van het Wetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005.

D.5.1. Identificatie van de voornaamste milieueffecten.

De te onderzoeken milieueffecten worden opgesomd in bijlage D.5.

Er zal een bijzondere aandacht besteed moeten worden aan de veiligheid van de personen.

D.5.2. Vergelijking van de varianten.

Opmaking van een synoptische tabel voor de vergelijking van de verschillende afbakings- en ontsluitingsvarianten naar gelang van hun effecten op de omgeving.

D.6. Onderzoek van de maatregelen die moeten worden genomen om de negatieve effecten van de afbakings- en ontsluitingsvarianten te beperken.

(Stemt overeen met punt 10^o van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek).

D.6.1. Voorstelling van de te nemen maatregelen.

Doel is de maatregelen die moeten worden genomen om de negatieve effecten van de in D.4. bepaalde verschillende afbakings- en ontsluitingsvarianten te beperken, te identificeren.

Het kan gaan om :

- een aanpassing van aangrenzende zoneringen;
- bijkomende voorschriften;
- andere inrichtingsmaatregelen.

D.6.2. Doeltreffendheid van de maatregelen en schatting van de (niet-reduceerbare) residuele effecten van elke variant.

D.6.3. Vergelijking van de verschillende varianten.

D.7. Waarschijnlijke evolutie van de leefmilieutoestand als het plan niet wordt uitgevoerd (nuloptie).

E. Synthese van de evaluatie.

(Stemt gedeeltelijk overeen met punt 11^o van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek).

Opmaking van een vergelijkende tabel van voor- en nadelen van de toestand zonder ontsluiting van het plan en van de in punt D bepaalde verschillende afbakings- en uitvoeringsvarianten voor het voorontwerp en de in punt C in overweging genomen eventuele potentiële liggingsvarianten.

Bespreking van deze tabel ten opzichte met name van de naleving van artikel 1, § 1, van het Wetboek (*punt 2^o van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek*) en van de inachtneming van de in punt A.2.1 (*punt 7, partim van artikel 42, tweede lid van het Wetboek*) bepaalde doelstellingen van de milieubescherming met inbegrip van de kritische analyse van de motiveringen van het voorontwerp.

Die synthese dient om te beslissen of het gepast is om het plan te wijzigen op grond van een vollediger wetenschappelijke analyse dan die waarop het voorontwerp van herziening gegrond was en, mocht dat het geval zijn, om te opteren voor een inrichting die verenigbaar is met artikel 1, § 1, van het Wetboek. Zij maakt een validering mogelijk van de motiveringen van het voorontwerp, aangeduid in punt A.1.3.

Met deze synthese moet worden vastgesteld of de in het voorontwerp van plan en zijn eventuele potentiële liggingsvarianten (met inbegrip van de afbakings- en/of ontsluitingsvarianten) voorgestelde inrichting belangrijke effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu van de aangrenzende Gewesten met het oog op de eventuele toepassing van de bepalingen van artikel 43, § 2*bis*, van het Wetboek, zoals ingevoerd bij het decreet van 3 februari 2005.

F. In het vooruitzicht gestelde maatregelen voor de opvolging van de belangrijke milieueffecten van de uitvoering van het wijzigingsvoorontwerp van gewestplan.

(Punt 13^o van artikel 42, tweede lid).

Doel is om in een vroegtijdig stadium de onvoorziene negatieve effecten te onderkennen, om de geschikte correctiemaatregelen te kunnen treffen.

Zaak is, de lijst op te maken van de niet-verwaarloosbare effecten, opvolgingsindicatoren voor die effecten voor te stellen, berekeningswijze ervan, de gebruikte gegevens en hun bron, evenals hun grenswaarden.

G. Aanvullingen.

G.1. Omschrijving van de ontstane problemen.

(Punt 12° van artikel 42, tweede lid).

Doel is de gerezen problemen aan te duiden, die met name tijdens de verzameling van gegevens en de methodes voor de schatting van de behoeften ondervonden zijn.

G.2. Grenzen van het onderzoek.

Het betreft de punten van het onderzoek die in de milieueffectbeoordelingen diepgaand onderzocht zouden moeten worden, die op de concrete projecten uitgevoerd zullen worden.

H. Niet-technisch samenvatting (maximum 30 bladzijden + illustraties).

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 15 maart 2007 tot herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoesi-Borgworm en tot goedkeuring van het voorontwerp van herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoesi-Borgworm met het oog op de opnemings van een leiding, een reserveringsomtrek, een beschermingsomtrek, twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen en de onttrekking aan hun bestemming van woongebieden met een landelijk karakter om de aanleg mogelijk te maken van nieuwe leidingen voor vloeibaar aardgas langs het VTN-tracé Raeren (Eynatten)-Oupeye (Haccourt)-Opwijk-Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N).

Namen, 15 maart 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

Bijlage A

Bijkomende voorschriften en andere inrichtingsmaatregelen.

De in artikel 23, tweede lid, 2° van het Wetboek bedoelde bijkomende voorschriften worden bepaald in artikel 41 en kunnen met name betrekking hebben op :

- 1° de bepaling van de bestemming van de gebieden;
- 2° de fasering van hun bezetting;
- 3° de omkeerbaarheid van de bestemmingen;
- 4° de dichtheid van de gebouwen of woningen;
- 5° de verplichting om een gemeentelijk plan van aanleg voorafgaand aan hun uitvoering uit te werken;
- 6° de verplichting om een voorafgaand gemeentelijk stedenbouwkundig reglement op te maken of nog op elk andere type voorschrift inzake stedenbouw of planologie.

De in artikel 23, tweede lid, 3° van het Wetboek bedoelde andere inrichtingsmaatregelen omvatten met name :

- de in of buiten de site geplande uitrustingen (infrastructuren voor vervoer, water-, gas-, elektriciteitsaanvoer, riolering/zuivering);
- de voorzieningen voor het milieubeheer en voor de vermindering van de effecten (zuiveringsstation, vergaarkom);
- de maatregelen voor landschapsintegratie.

Bijlage D.1.

Storende componenten van de omgeving.

Storende componenten gebonden aan de mobilisatie of de consumptie van natuurlijke hulpbronnen.

- Immobilisatie van de bodem en de ondergrond (winning uit de grond en de ondergrond ten opzichte van andere bestaande en potentiële menselijke activiteiten);
- Waterconsumptie.

Storende componenten gebonden aan de lozingen en emissies van de activiteiten.

- Geluidshinder.
- Vaste, vloeibare en gasachtige lozingen, afvalstoffen.

Storende componenten of risico's gebonden aan de opslag van producten.

- Grondstoffen, processtoffen, producten, bijproducten, afvalstoffen,...

Storende componenten gebonden aan de mobilisatie van de infrastructuren en openbare uitrustingen binnen en buiten de site.

- Mobilisatie van de wegen-verkeer.
- Mobilisatie van de parkeerplaatsen.
- Mobilisatie van de aanvoeruitrustingen (rechtverkkrijgenden : water, elektriciteit, pijpleidingen,...).
- Mobilisatie van de infrastructuren voor opvang en zuivering van afvalwater.

Bijlage D.2.

Bestaande rechtstoestand.

De volgende elementen moeten overwogen worden :

- De omtrekken en de reglementaire inrichtingsgebieden :
gedecentraliseerde gemeenten en/of gemeenten die een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement hebben goedgekeurd, omtrekken van gemeentelijke plannen van aanleg, gemeentelijk rioleringsplan, omtrekken vastgesteld in toepassing van het algemeen reglement op de bouwwerken in landelijk gebied,...
- De territoriale elementen onderworpen aan een bijzondere regelgeving :

juridisch statuut van het wegnnet en van de verbindingswegen; juridisch statuut van de bossen en wouden, autonoom net voor traag verkeer...

- De vergunningsontrekken met beperking van het burgerlijk recht :
ontrekken van de bestaande verkavelingen, ontrekken waarvoor het rampfonds is tegemoetgekomen, onroerende goederen onderworpen aan het recht van voorkoop, onroerende goederen onderworpen aan de onteigening ten algemenen nutte...
- De ontrekken gebonden aan de beleidsvormen inzake operationele inrichting :
herverkavelingsontrekken, stadheroplevingsontrekken, stadsvernieuwingsontrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden...
- De erfgoedontrekken en -sites :
beschermden monumenten en sites met inbegrip van de archeologische opgravingen, het monumentale erfgoed van België, lijst van de waardevolle bomen en hagen...
- de ontrekken van milieudrukfactoren.
- Landschappelijk waardevolle ontrekken :
afbakening van de landschappelijk waardevolle ontrekken zoals opgenomen in het gewestplan.

Bijlage D.3.

Bestaande feitelijke toestand.

De biofysische omgeving :

- Lucht en klimaat (w.o. windrichting).
- Oppervlakte en grondwater.
- Bodem en ondergrond (w.o. het reliëf en de identificatie van te beschermen afzettingen met grote economische of erfgoedwaarde).
- Biotopen.
- Natuurrisico's en geotechnische drukfactoren waaraan de studieontrek onderworpen is :
- overstromingen;
- karstverschijnselen;
- mijnbouwriscico;
- afschuiving;
- grondverschuiving;
- aardbevingsgevaar.
- Landschappelijk waardevolle ontrekken (in functie van de krachtlijnen van het landschap en van de actuele sector

De menselijke omgeving :

- Geluids- en geuromgeving.
- Ligging van de woongebieden, stedenbouwkundige structuur en architecturale vorm van het bebouwd gedeelte en van de openbare ruimten.
- culturele en natuurlijke erfgoederen.
- Landschap en visuele omgeving.
- Infrastructuren en uitrustingen.
- Het verkeer van de langzame vervoermiddelen.
- Aanwezigheid van onroerende goederen of van een beschermde site.
- Net van openbare vervoersmiddelen en frequenties - bereikbaarheidskaarten.

De menselijke activiteiten :

- Aard en eigenschappen van de huidige en potentiële activiteiten (in het kader van het huidige gewestplan).
- Gevoelige sociaal-culturele uitrustingen.
- Andere menselijke bezigheden gevoelig voor de storende activiteiten.
- Landbouwactiviteiten.
- Andere economische activiteiten.

Bijlage D.5.

Milieueffecten.

Effecten op lucht en klimaat :

- Eventuele verstoring van het microklimaat door hoge gebouwen (schaduw, turbulentie aan de voet van hoogbouw...);
- Eventuele deelneming aan de mistvorming door de emissie van stoffen in de lucht onder gunstige spreidingsvoorwaarden.

Effecten op het oppervlakte- en grondwater :

- Wijziging van het hydrogeologische stelsel van de waterhoudende en hydrologische lagen van de waterlopen gebonden aan de impregnatie van de gronden door de gebouwen en inrichtingen in de bodem (wegen en parkeerplaatsen).
- Wijziging van de chemische en microbiologische kwaliteit en van de troebelheid van de waterlopen gebonden aan de lozingen van regen- en gezuiverd water.
- Wijziging van het stelsel van de waterlopen gebonden aan de lozingen van regen- en gezuiverd water.
- Gevaar voor toevallige verontreiniging gebonden met name aan de opslag van producten of afvalstoffen.

- Mogelijk gebruik van plaatselijke watervoorraden door het putten.
 - Karststelsel en instortingen door de bronbemaling van de lagen.
- Effecten op de grond en ondergrond :
- Onomkeerbare immobilisatie van de grond en ondergrond gebonden aan de ligging van de gebouwen en aan inrichtingen van de bodem door de wegen en parkeerplaatsen.
 - Gevaar voor toevallige verontreiniging gebonden met name aan de opslag van producten of afvalstoffen.
 - Kaarst- en/of mijninstortingen met hoge risico's.
- Effecten op de fauna en de flora :
- Verwoesting en/of opdeling van de biotopen gebonden aan de ligging van de gebouwen, aan de inrichtingen van de bodem en aan de wijziging van het bodemreliëf.
 - Verslechtering van de ecotopen door gasachtige, vloeibare of vaste verontreinigende stoffen.
 - Verstoring van de fauna gebonden aan de activiteiten (geluid, bewegingen,...).
 - Effect op de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EG (behoud van de vogelstand) en 92/43/EG (instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna = Natura 2000-netwerk).
- Effecten op de menselijke gezondheid en veiligheid :
- Verslechtering van de gezondheid wegens geluidshinder door verkeerstoename.
 - Verslechtering van de gezondheid gebonden aan de emissie van atmosferische verontreinigende stoffen.
 - Inbreuk op de veiligheid gebonden aan de toename van het verkeer van motorfietsen, wagens, vrachtwagens op het wegennet.
 - Trillingen te wijten aan de processen van de ondernemingen (zeven, stamp- en breekmachines...).
- Effecten op aangenaam leefklimaat :
- Verslechtering van de geuromgeving door de emissie van gasachtige verontreinigende stoffen en zelfs afvalstoffen.
 - Verslechtering van de geluidsomgeving door de luidruchtige activiteiten en de toename van het verkeer.
 - Verslechtering van de visuele kwaliteit gebonden aan de volumetrie of aan de architecturale en stedenbouwkundige samenstelling van de toekomstige gebouwen alsmede aan de vermoedelijke wijzigingen van het bodemreliëf om ze te bouwen.
- Effecten op de materiële en patrimoniale goederen :
- Beschadiging van de patrimoniale onroerende goederen door de atmosferische emissies van enkele verontreinigende industrieën.
 - Schade aan eventuele archeologische plaatsen.
- Effecten op mobiliteit, verkeersnetten en infrastructures :
- Scheiding van het verkeer per vervoersmiddel.
 - Ongeschikte mobilisatie van de verkeersinfrastructures verantwoordelijk voor de gevolgen op de vlote doorstroming van het verkeer.
 - Verstoring door een ongeschikte last op het netwerk voor bruikbaarheid en zuivering van water.
 - Overbelasting van de elektriciteits-, gas- en communicatienetten.
- Effecten op de activiteiten :
- Effect op de primaire activiteiten (landbouw, bosbouw) die aanwezig zijn op de site van het voorontwerp gebonden aan de mobilisatie van de grond en ondergrond
 - Effect op enkele gebruiken van de bodem en voortdurende of toevallige gevoelige activiteiten (woonplaatsen, toerisme...) gebonden aan eventuele geluids- of reukshinder.

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1671

[C - 2007/27049]

20 AVRIL 2007. — Arrêté ministériel levant l'interdiction temporaire de la pêche dans une partie de la Sambre et une partie de la Meuse, depuis la gare de Charleroi jusqu'à la station de mesure et d'échantillonnage Aquapol à Andenne

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, plus particulièrement l'article 14;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2007 interdisant temporairement la pêche dans une partie de la Sambre et une partie de la Meuse, depuis la gare de Charleroi jusqu'à la station de mesure et d'échantillonnage Aquapol à Andenne;

Vu les mesures enregistrées à la station de mesures et d'échantillonnage Aquapol de Roselies indiquant des concentrations en cyanure inférieures à 50 µg par litre d'eau;

Vu l'avis favorable de la Division de la Police de l'Environnement considérant qu'il n'y a plus lieu, par mesure de précaution en vue d'assurer la sécurité des personnes, d'interdire la pêche dans les secteurs de la Sambre et de la Meuse susvisés suite à la pollution des eaux par du cyanure observée le lundi 9 avril 2007;

Vu l'avis favorable du Service de la Pêche,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté ministériel du 11 avril 2007 interdisant temporairement la pêche dans une partie de la Sambre et une partie de la Meuse, depuis la gare de Charleroi jusqu'à la station de mesure et d'échantillonnage Aquapol à Andenne est abrogé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 avril 2007.

B. LUTGEN